

RÉGIONS

Chez Pauzé Fruits de Mer
DEPUIS 1862
1657 Ste-Catherine Ouest
Terrain de Stationnement
Gratuit. Exclut à nos clients
Prière de Réserver 932-6118



Agenda Page B 6
Culture Page B 8
Économie Page B 2
Les sports Page B 5

LE DEVOIR, LE JEUDI 16 OCTOBRE 1997

Les alumineries supplanteront-elles les aciéries ontariennes?

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Le Québec se classe au troisième rang mondial comme producteur d'aluminium, derrière les États-Unis et la Russie, et la conjoncture est telle qu'il lui est possible de connaître une nouvelle poussée extraordinaire comme durant le boom des années 80.

L'industrie de l'aluminium a investi sept milliards de dollars de 1982 à 1992, doublant la capacité de production au Québec, la portant à deux millions de tonnes par an. Plus de 12 000 ouvriers travaillent dans les alumineries, et 45 000 ouvriers s'activent dans l'industrie de l'aluminium.

Les alumineries québécoises ont le potentiel nécessaire pour devenir la première industrie québécoise, devant les pâtes et papiers. C'est aussi une industrie d'avenir, contrairement à l'acier qui devient une industrie du passé. Dans dix ans, après avoir traîné la patte depuis le début du XX^e siècle, ce pourrait être la revanche du Québec sur l'Ontario.

L'aluminium contribue fortement à la balance commerciale favorable du Québec. C'est le principal point d'appui à son industrie lourde. Elle a la possibilité de se hisser pour la première fois devant l'industrie métallurgique concentrée en Ontario, avec tout ce que cela entraîne comme conséquences en matière de retombées dans l'industrie secondaire.

Dix alumineries sur 155

Le Québec compte 10 alumineries sur 155 dans le monde, et il est question d'en ouvrir cinq nouvelles. Ça va se décider d'ici deux ans, mais le Québec a des concurrents sérieux dans le monde.

L'Australie, le Brésil, les États-Unis, la Norvège et le Québec se caractérisent par une forte compétition. Celle-ci a commencé au milieu des années 80, après la disparition des alumineries japonaises en raison des deux crises de l'énergie. Tous ces pays ont offert des escomptes énergétiques, et ensuite des tarifs variables en fonction du prix de l'aluminium. Avec la hausse anticipée du prix de la livre d'aluminium en 1998, les compagnies concoctent de nouveaux projets.

Lauralco à Deschambault, Alouette à Sept-Îles et Alcan à Alma ont des projets d'au moins un milliard de dollars chacun, et ABI, à Bécancour, en a un de 600 millions. Mais la Colombie-Britannique revient sur les rangs après une guerre soutenue avec Alcan dans les années 80.

La seule usine d'aluminium canadienne qui n'est pas située au Québec est celle de Kitimat, en Colombie-Britannique, d'une capacité de 272 000 tonnes, la troisième en importance après Baie-Comeau et Bécancour, et orientée entièrement vers l'Asie. Les taux d'électricité sont plus avantageux en Colombie-Britannique qu'au Québec, dit maintenant le président de l'Association de l'industrie de l'aluminium du Québec. En construisant une deuxième usine dans l'Ouest, Alcan récupérera 500 millions investis dans un barrage. Ce projet est susceptible de se concrétiser après celui d'Alma, mais l'étude de faisabilité n'est pas encore réalisée.

Au Québec, la capacité d'Alcan est susceptible de passer de 695 000 tonnes à 992 000 tonnes dans quatre ans. Les alumineries du Québec exportent pour une valeur de 4,5 milliards, 80 % des exportations se font aux États-Unis, et 5 % en Europe. Le reste est transformé au Canada.

Les producteurs québécois s'efforcent de convaincre l'Union européenne d'abolir les droits d'entrée de 6 % imposés sur les produits d'aluminium en provenance des pays non membres. La CEE importe beaucoup plus d'aluminium qu'elle n'en exporte.

Les usines de Sept-Îles, de Baie-Comeau, de Port-Alfred, de Deschambault et de Bécancour sont toutes fort bien situées de ce point de vue. L'Europe est au bout du fleuve. On peut penser qu'il appartient à la SGF d'associer de nouveaux partenaires européens.

Une deuxième usine à Sept-Îles

Le projet d'Alouette est sur la glace

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Quand l'usine Alouette a été construite à Sept-Îles, de septembre 1989 à juin 1992, on prévoyait une phase II en 1994, qui ferait passer la production de 215 000 tonnes à 430 000 tonnes.

Cependant, la situation financière de certains partenaires fit que le projet fut retardé. Le consortium de cinq compagnies demanda alors une extension de l'offre de tarifs préférentiels par Hydro-Québec de décembre 1994 à mars 1995, explique le vice-président aux ressources humaines, Gilles Blouin.

La compagnie a obtenu entre-temps une étude de faisabilité pour porter sa capacité de production à 509 000 tonnes au coût de 800 millions, mais le projet est sur la glace. «On a décidé qu'on n'allait pas de l'avant.» Certains partenaires n'étaient pas prêts. Sauf que les conditions internationales se sont assainies depuis deux ans.

À Pointe-Noire, on a installé des cuves à cathodes grafitées, un investissement de 100 millions. Cet investissement se termine le mois prochain et la production de l'usine atteint 230 000 tonnes. La compagnie utilise 400 MW d'électricité.

Alouette est un consortium de cinq compagnies qui ont consenti chacune 20 % de la mise: la SGF, les aciéries hollandaises Hoogovens et Austria Metal, les compagnies japonaises Kobe Steel et Marubeni associées pour une part de 20 % et le producteur allemand VAW, l'un des plus grands producteurs d'aluminium en Europe et l'expert technique du consortium de Sept-Îles.

«Le marché est là», dit Gilles Blouin, mais le projet ne verra pas le jour en 1998, pas avant que certains partenaires ne poussent pour l'investissement. 80 % de la production de l'usine de Sept-Îles est acheminée en Europe et au Japon, aux ports de Rotterdam et de Kobe. L'autre 20 % est vendu en Amérique.

Les énormes bateaux quittent la baie de Sept-Îles à destination de Rotterdam, et le métal se vend au London Metal Exchange. Quant aux importations d'alumine à Sept-Îles, elles viennent d'Australie. Le coke de pétrole arrive du golfe du Mexique et la braie liquide arrive sur les énormes navires de Belgique.

Alumineries, troisième génération

Cinq projets totalisant cinq milliards sont sur les planches à dessin

Cinq alumineries font l'objet de discussions pour des investissements de cinq milliards. La conjoncture est éminemment favorable à l'aluminium. Alcan conclut un projet de 1,6 milliard à Alma, Lauralco cherche de l'électricité à tarif intéressant pour investir un autre milliard à Deschambault, ABI veut investir 600 millions, tandis que les propriétaires de l'Aluminerie Alouette regrettent de ne pas avoir procédé à la construction d'une deuxième usine à Sept-Îles avec les tarifs d'électricité qui expiraient en mars 1995. Le président d'Alcan a aussi parlé d'une phase III au Saguenay, après Laterrière et Alma, et du remplacement possible de l'usine d'Arvida.

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

L'Aluminerie de Bécancour a servi d'exemple. Elle a connu un tel succès lors de son achèvement que les alumineries de Sept-Îles et de Deschambault ont aussitôt été mises en chantier. Après la phase II d'ABI, il serait stupide de ne pas entreprendre une troisième phase, explique le président de l'Association de l'industrie de l'aluminium, Christian Van Houtte.

Au tournant des années 80, la société française Pechiney songeait à installer une aluminerie en sol québécois. Cette usine de 1,5 milliard de dollars fut donc construite par Pechiney et la Société générale de financement du Québec (SGF) et achevée le 28 avril 1986, quand les marchés montaient.

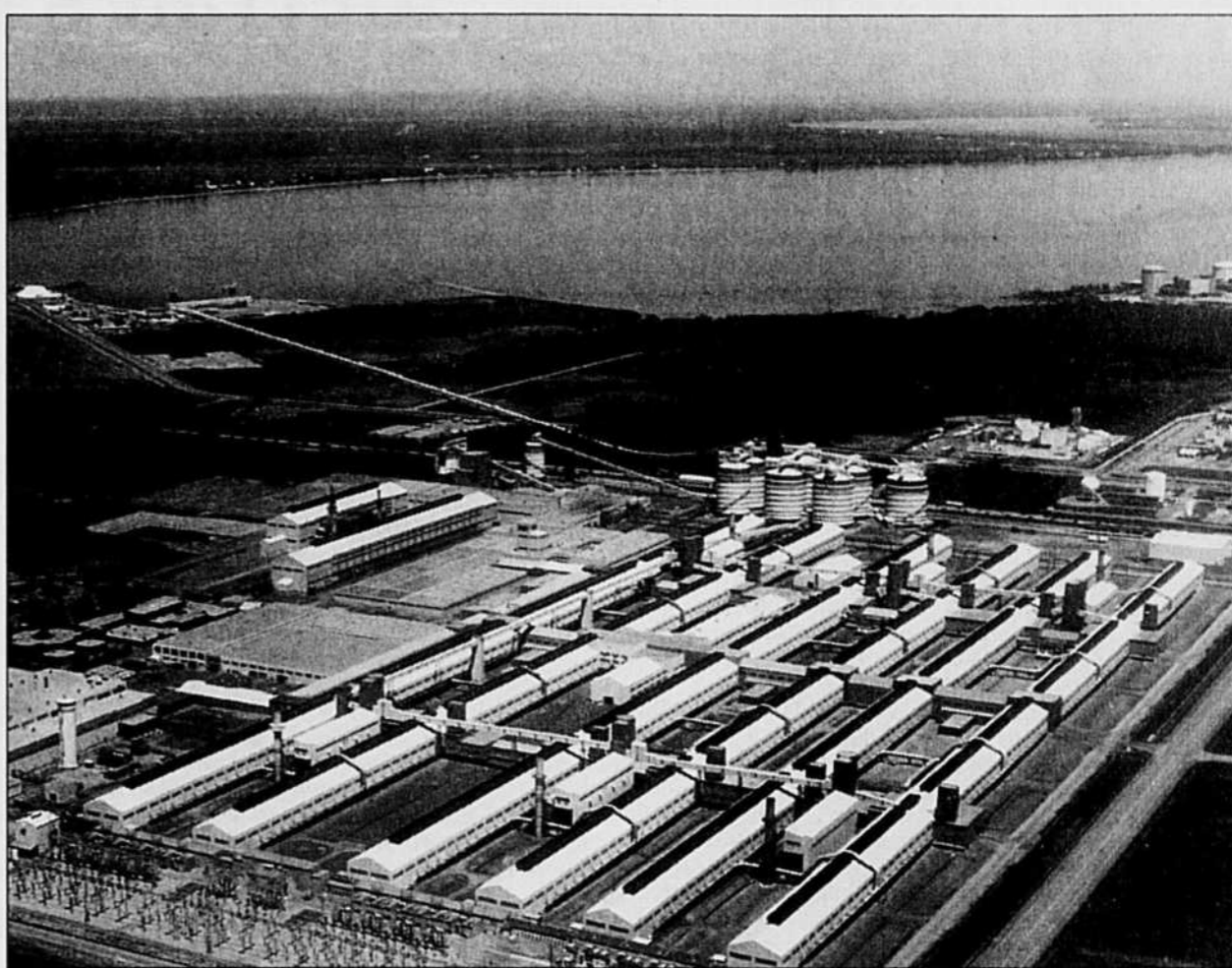
Pechiney, Alumax et la SGF s'associèrent à Reynolds en 1987 pour la phase II, et l'affaire alla tellement bien que la SGF vendit en 1995 sa part deux fois le prix payé, soit 430 millions. «L'aluminium, ce fut la seule source de profit de la SGF pendant dix ans», dit M. Van Houtte. Le bénéfice de l'aluminium pour la SGF pendant la décennie atteignit 600 millions.

«Ça a tellement bien marché que les partenaires se sont dit: refaisons le deal. Ce fut un moteur pour l'Aluminerie Alouette à Sept-Îles. Même chose avec Alumax et l'usine Lauralco pour une technologie superbe et un bon climat de travail à 50 milles de Bécancour.»

Lauralco dispose d'une aluminerie de 215 000 tonnes. L'Aluminerie Alouette produit aussi 215 000 tonnes, tandis que l'Aluminerie de Bécancour produit 360 000 tonnes grâce à sa phase II. Et elle veut porter sa production à 490 000 tonnes lors d'une phase III. Toutefois, elle n'obtient pas l'électricité à un prix qui justifie le projet.

Il ne se construit plus rien en bas de 215 000 tonnes, dit le président de l'Association de l'industrie de l'aluminium, ce qui signifie en bas de un milliard de dollars. Alusaf vient de construire en Afrique du Sud une aluminerie de 400 000 tonnes, plus grande que Bécancour. Les plus grandes alumineries au monde restent les alumineries géantes de Sibérie, qui ont fait du dumping en 1994, Bratsk avec 850 000 tonnes métriques et Krasnoyarsk avec 750 000 tonnes.

Les Russes ont tué le marché quand leurs industries ont arrêté d'absorber l'aluminium domestique en exportant 2,4 millions de tonnes au London Metal Exchange. Il y a une capa-



ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM
L'Aluminerie de Bécancour, la plus importante après celle de Baie-Comeau, produit 360 000 tonnes d'aluminium par an au bord du Saint-Laurent.

cité de production de 900 000 à l'arrêt dans les usines du monde occidental, les deux tiers aux États-Unis, d'autres en Europe. Mais ce sont de vieilles usines appartenant à Alcoa, à Kaiser et à Alumax.

Les usines d'Afrique du Sud et de Bahrein

On a produit 20,8 millions de tonnes d'aluminium de première fusion dans le monde en 1996, un million de plus qu'en 1995. La consommation augmente et le prix de l'aluminium remonte. Descendu de 1 \$ à 50 cents, il atteint aujourd'hui 75 cents US la livre tandis que les inventaires mondiaux sont revenus au niveau normal.

«Toutes nos usines font des sous, et le prix de l'aluminium est susceptible de monter à 85 ou 90 cents US en 1998», explique M. Van Houtte. Autrement dit, la conjoncture est au mieux pour de nouvelles usines. Outre l'usine en Afrique du Sud, une autre usine est en construction à Bahrein pour 200 000 tonnes, et il y a des projets en Australie, en Chine et au Chili.

En ce moment, le projet le plus avancé est celui d'Alma. Mais les

gens d'Alumax font le tour du monde pour savoir où la compagnie investira.

Le directeur général de Lauralco à Deschambault, Jean-Pierre Gilardeau, a déclaré au Devoir: «Alumax est intéressé à augmenter sa capacité primaire de production et elle considère la terre entière pour trouver le meilleur site. Si Alumax investissait à Deschambault, elle doublerait au moins sa capacité de production. Mais ce n'est pas un tarif convenable, le tarif L d'Hydro-Québec. Il n'y a aucune rentabilité pour une usine à ce tarif-là. Rien ne va arriver s'il n'y a pas d'abord une entente acceptable.»

Il dit que l'usine de Deschambault a une belle maturité et que le démarrage est fini. Les gens de Lauralco se disent prêts pour un nouveau défi. Seule l'ingénierie préliminaire a été réalisée mais, si les gens s'entendent sur les tarifs d'électricité, ça peut aller très vite.

Christian Van Houtte dit, de son côté: «Alcan est plein de liquidités. Et elle a de l'électricité. Ce qui les fait hésiter, c'est le climat social au Saguenay. Dans une usine d'électrolyse, s'il y a grève sauvage, le métal gèle dans les

cuves. Il faut tout casser. En Europe, l'ouvrier doit respecter l'outil de travail. Vous savez, une grève coûte 100 millions à la compagnie. Alors, Alcan veut un pacte social.»

En décembre 1994, il y a eu dix jours de grève au Saguenay et les ouvriers ont dû casser le métal gelé au marteau-piqueur. «Ça a pris un an à repartir, c'était l'enfer. C'était pas drôle. Alors, Alcan demande un pacte de 20 ans. La compagnie dit: Faites des grèves, mais des grèves civilisées! Sinon, c'est trop coûteux.»

À Sept-Îles, la conjoncture paraît autre. «Alouette n'a pas d'énergie. Ils n'ont pas agrandi leur usine en 1995. Ça a été l'erreur du siècle. VAW regrette cette décision. Tout est sur la table. Mais ça ne sert à rien d'aller plus loin si Hydro-Québec dit qu'il n'y a pas d'énergie. Dans un joint venture, vous savez, ça marche par consensus.»

La SGF devrait investir

Christian Van Houtte n'est pas loin de penser que la SGF devrait s'impliquer comme au début des années 80. «Ça se paye vite. L'aluminium, c'est une machine à perdre de l'argent. Si les prix baissent, on en perd beaucoup et longtemps. Ça coûte trop cher d'arrêter. Quand on en fait, on fait beaucoup sur un volume important.»

Reynolds détient 50 % d'ABI en raison de l'acquisition de la part de la SGF à Bécancour. Après le règlement des problèmes de travail à Bécancour, le moment s'avère propice pour investir. Sauf qu'ABI n'obtient pas d'électricité. «Il leur faut des tarifs compétitifs. Or, il y a eu un débat de politique économique sur les maudits contrats secrets. Beaucoup de gens croient qu'Hydro-Québec a signé des mauvais contrats.»

Il explique que les contrats se répartissent sur 24 ans en haute période de six ans, avec des hausses successives. L'idée était de permettre aux compagnies de payer les usines de un milliard durant les 12 premières années. Mais la dernière période des tarifs devient très dispendieuse.

ABI a 10 ans. L'usine en est à ses deuxième tarifs payés. Elle veut agrandir, mais Hydro-Québec dit que c'est le tarif L ou rien à l'avenir. Pour le moment, c'est rien.

PRODUCTION D'ALUMINIUM AU QUÉBEC

Capacité de production en 1997		
Producteurs	Usines	Capacité (tonnes métriques)
Alcan	Isle-Maligne, Alma	73 000
	Beauharnois	48 000
	Grande-Baie, La Baie	180 000
	Arvida	232 000
	Laterrière, Chicoutimi	204 000
	Shawinigan	84 000
		821 000
Aluminerie de Bécancour	Bécancour	360 000
Métaux Reynolds	Baie-Comeau	400 000
Aluminerie Lauralco	Deschambault	215 000
Aluminerie Alouette	Sept-Îles	235 000
Grand total		2 021 000

L'aluminerie d'Alma en chantier dès avril?

Une décision en décembre pour la méga-usine de 1,7 milliard d'Alcan au Saguenay

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Le projet d'aluminerie de 1,7 milliard à Alma arrive à l'étape finale. Le conseil d'administration d'Alcan décidera d'ici trois mois s'il va de l'avant avec le projet d'une méga-usine de 370 000 tonnes.

Le Bureau d'audiences publiques en environnement a remis jeudi dernier son rapport au ministre de l'Environnement tandis que le rapport d'ingénierie préliminaire s'achève, indique Margot Tapp, chef de l'information de la Société d'électrolyse Alcan au Saguenay.

Ce projet vise à remplacer les vieilles cuves Soderberg de 73 000 tonnes à Alma avec une usine utilisant le procédé Pechiney pour une quantité d'aluminium nettement plus importante. C'est la première fois qu'Alcan utilisera le procédé inventé par Pechiney.

La capacité des quatre alumineries du Saguenay passera de 695 000 à 992 000 tonnes d'aluminium. Pourtant, au début des années 70, on pensait qu'Alcan allait progressi-

vement fermer ses alumineries au Saguenay pour se tourner vers la Colombie-Britannique. Il y eut un renversement complet en faveur du Québec.

La production mondiale d'aluminium d'Alcan atteint 1,6 million de tonnes. Par conséquent, en 2002, la moitié de la production d'aluminium d'Alcan sera coulée au Québec.

En septembre 1996, Alcan a déposé l'avis de projet au ministère de l'Environnement. L'étude d'impact suivit, et Alcan mit sur pied sa propre équipe de consultation qui recueillit les opinions de la population, avant le BAPE. En juillet, une entente fut signée entre Alcan et Hydro-Québec concernant la fourniture de 350 MW d'électricité au tarif industriel, dit tarif L, si nécessaire, car Alcan peut se fournir en grande partie avec sa propre électricité.

Les audiences publiques du BAPE se sont tenues en juin, en juillet et en août. Quant au ministère de l'Environnement, il dispose de 60 jours pour dévoiler les recommandations du BAPE. La compagnie commencera entre-temps l'analyse de son projet d'ingénierie.

L'usine est susceptible d'être construite dès le prin-

temps 1998, sur 40 mois, par 2000 ouvriers. Margot Tapp indique que le président d'Alcan, Jacques Bougie, a annoncé que les salles de cuve de l'usine d'Arvida sont susceptibles d'être remplacées dans une troisième phase d'expansion.

Pour sa part, le directeur général et commissaire industriel de la Société de développement économique de La Baie, Bruno Minier, signale que l'aluminium est en forte progression partout dans le monde. Après une stagnation, c'est reparti à grande vitesse.

La Baie abrite l'usine Grande Baie de la compagnie Alcan, construite en 1983 et qui produit 185 000 tonnes. Chicoutimi dispose de l'usine La Terrière achevée en 1989 et qui produit, elle, 205 000 tonnes. Mais l'usine d'Alma sera la première des nouvelles usines à utiliser le procédé Pechiney.

Bruno Minier parle du Saguenay comme de la capitale mondiale de l'aluminium. Il vante les mérites du site aéroportuaire de Grande Anse et mentionne que l'usine de 120 millions d'Uniboard inaugurera sous peu le nouveau parc industriel. Il aimerait une autre aluminerie à La Baie.

LE DEVOIR

ÉCONOMIE

«Jean-Pierre Moineau a tué HMS Énergie», clame Nouveler

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Visiblement secoués par cette lutte sans merci que livre Nouveler au p.-d.g. de HMS Énergie, Jean-Pierre Moineau, les employés de l'entreprise — du moins leur équipe de représentants constituée des sept directeurs de HMS — considèrent que la filiale d'Hydro-Québec minimise la portée de son geste. Pour eux, il est clair que la bataille actuelle peut causer un tort considérable à la technologie développée et à la crédibilité de HMS. Ils se demandent si Nouveler réalise réellement que, sans eux, cette technologie, qui arrive dans sa phase finale de développement, ne peut être viable. Mais aux yeux de Nouveler, si HMS est morte, «tuée par Jean-Pierre Moineau», la technologie sera maintenue vivante, par tous les moyens.

«C'est Jean-Pierre Moineau qui a tué HMS en refusant de s'acquiescer de ses obligations. Nous avons tenu compte de nos investissements, et des employés. Nous allons maintenant vivre la technologie développée par nous. Nous poursuivons la réflexion sur les moyens de commercialiser cette technologie, développée par HMS pour Hydro-Québec, avec l'argent d'Hydro», a répondu Steve Flanagan, porte-parole dans ce dossier.

En faillite après que Nouveler eut fermé les vannes de son financement, jeudi dernier, HMS Énergie vient également de perdre sa licence, consentie par Hydro en 1994. «Il avait été décidé, il y a deux mois, de ne pas étendre cette licence temporaire», a nuancé M. Flanagan.

L'issue de ce dossier semble donc se préciser. Le logiciel HydroSoft, conçu pour optimiser la gestion de bassins hydriques, est stratégique. Il sera complété et mené à l'étape de la commercialisation par une autre entité que HMS, laissant dans la faillite créances, poursuites, le cas échéant, et toutes ententes contractuelles possiblement conclues entre M. Moineau et des membres de son personnel. Mais le porte-parole d'Hydro n'a pas voulu s'aventurer sur ce terrain. «Nous sommes en train d'étudier les meilleurs moyens pour commercialiser la technologie. Une solution devrait être précisée au cours des prochains jours.»

Le temps presse

Car il faut faire vite. Les 50 employés de HMS, sans salaire depuis jeudi, œuvrent dans un secteur d'activités où il n'y a pas de chômage. Les chasseurs de tête s'activent déjà. «Nous leur avons demandé s'ils pouvaient patienter jusqu'à vendredi», a souligné Angela Marchetta, directrice des Finances chez HMS. «C'est clair qu'on va avoir besoin de personnel. Qu'on va aller chercher le personnel désiré où qu'il soit», a renchéri Steve Flanagan.

Menant d'après négociations depuis environ neuf mois, Nouveler a voulu mettre un terme à cette chicane d'actionnaires en offrant de racheter l'autre 50 % de HMS retenu par Jean-Pierre Moineau. Le p.-d.g. avait jusqu'à jeudi dernier pour accepter la dernière offre. Il n'a pas répondu à l'appel. Il appert qu'il aurait soumis, depuis, une contre-proposition chiffrant entre 400 000 \$ et 500 000 \$ la valeur de sa participation et donnant à Nouveler jusqu'à demain pour y faire écho. Ce à quoi Nouveler répondit: «Nous avons déposé une offre, il a refusé. Nous ne reviendrons pas là-dessus.» Outre l'interruption du finance-

ment, Nouveler a donc retiré la licence de HMS et déposé une requête pour mise en faillite devant la Cour supérieure. Nouveler n'a toutefois pas obtenu, mardi, qu'un sequestre intérimaire prenne la relève du sequestre provisoire, entré chez HMS vendredi, soit nommé le temps que sa requête pour faillite soit entendue, l'audition étant prévue pour le 22 octobre. «Une entente hors cour a été conclue mardi, entre Nouveler et Jean-Pierre Moineau, une entente qui nous assure que la technologie de HMS est protégée et que M. Moineau ne peut plus mettre les pieds chez HMS», a souligné Steve Flanagan. Dans sa requête, particulièrement cinglante à l'endroit de M. Moineau et de sa façon de diriger HMS, Nouveler évalue sa créance à plus de 6,5 millions. «Les faits sont clairs. Le co-actionnaire est en défaut grave et prolongé face à ses engagements financiers, face aux mises de fonds qu'il devait [contractuellement] effectuées afin de faire fonctionner l'entreprise», a rappelé Steve Flanagan.

50 employés attendent

Dans toute cette bagarre, 50 employés attendent impatiemment que l'issue se précise. Angela Marchetta résume la situation ainsi: «Qu'est-ce que leur dit? Ils sont sans salaire depuis jeudi. Mais je ne peux pas faire de mise à pied, même temporaire, et je ne peux remplir de cessations d'emploi.» Les cinq directeurs de HMS, rencontrés hier par Le Devoir, cherchaient toujours à comprendre le jeu de Nouveler, qualifié d'extrêmement dangereux. Il y a bien eu une rencontre, mardi, avec le président de Nouveler, Jean-René Marcoux. Une autre rencontre était prévue hier. M. Marcoux voulait alors parler à tous les employés, mais les mêmes directeurs se sont présentés, prétendant représenter les employés. M. Marcoux a tourné les talons.

«C'est un conflit entre actionnaires. Cela ne nous regarde pas. Il y a pourtant des mécanismes légaux prévus pour régler ce genre de litige. Il y a des lois pour cela. Qu'on ne prenne pas 50 employés en otage! Et l'on a dit à Nouveler: cette convention d'actionnaire litigieuse, vous l'avez pourtant signée.» Pour Mme Marchetta, comme pour Louis Mathier (directeur, R-D), Pierre Martel (directeur de projets), Marie-Claire Planet (directrice du développement) ou pour Pierre Lamontagne (directeur des ventes), «Nouveler veut protéger les actifs de HMS. Mais ça fait des jours qu'on s'évertue à leur expliquer que l'actif de HMS, ce sont les employés.»

«Notre produit est sur le point d'atteindre sa phase de commercialisation. Il a requis une quantité colossale de connaissances. Des tonnes de thèses de doctorat sont matérialisées dans HydroSoft. Tout cela est imprimé dans la tête des gens, dont beaucoup d'entre eux ont été formés ici. Nous avons acquis une avance importante face à nos trois concurrents. Nous disons que s'ils jettent HMS, ils jettent le bébé avec l'eau du bain.»

Chez Nouveler, on ne le voit pas de façon aussi dramatique. «Le produit développé chez HMS est issu du cahier de charge émis par Hydro», a résumé Steve Flanagan. Un personnage clé du projet, toujours à l'emploi d'Hydro mais «prête» à HMS a été rappelé chez Hydro. De plus, M. Flanagan ré- pète qu'«on va aller chercher le personnel requis où qu'il soit».

Secteur financier

Alerte au plus gros viol potentiel de la vie privée

Jean R. Fabi, du Groupe Assurvie, souligne l'importance de bloquer l'incursion des banques dans le domaine de l'assurance

LE DEVOIR

Dans son mémoire déposé le 9 octobre auprès de la Commission sur l'avenir des services financiers canadiens Jean R. Fabi, du Groupe Assurvie, a cogné sur le clou de la violation de la vie privée pour débattre de l'importance de bloquer l'incursion des banques dans le domaine de l'assurance. Une décision imminente sur le sujet est également attendue du vice-premier ministre Bernard Landry.

«Si on donne l'autorisation de vendre l'assurance dans les banques et caisses, il faut craindre un viol potentiel de la vie privée lorsqu'une personne achètera tous ses produits financiers dans une même institution», a soutenu le président et chef de la direction du Groupe Assurvie.

Il s'est dit inquiet de l'effet multiplicateur de toutes les informations obtenues par les banques à même

les bilans, rapports d'enquête, chèques et assurances-voyage, combiné au profil des achats par cartes de crédit. Le tout, contenu dans une même banque de données. De plus, les informations (examens, profil sanguin, RCA) recueillies lors de l'achat d'une assurance auprès d'une banque offriraient un portrait physiologique, financier et social plus détaillé et complet d'un individu que ce que connaissent les divers départements gouvernementaux concernant leurs citoyens. «Ces informations «privées» qui seront disponibles aux commis des institutions, représentent le plus grand danger d'atteinte à la vie privée qu'aient connu les citoyens», a ajouté M. Fabi.

«D'ailleurs, le gouvernement prend bien soin de ne pas permettre un tel transfert d'informations d'un ministère à l'autre, par exemple de la Santé à la SAAQ.»

Le président de SNC-Lavalin croit que le Québec devrait s'inspirer du Royaume-Uni

Privatisation tous azimuts

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Le Royaume-Uni aurait trouvé la recette par excellence pour développer de nouvelles expertises sur la scène internationale dans un contexte de mondialisation et de libéralisation des marchés: la privatisation de la très grande majorité de ses services publics. Et le Québec devrait en faire tout autant pour relancer son économie.

Voilà le message qu'a livré hier le président du Groupe SNC-Lavalin, Jacques Lamarre, devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en soulignant que le Québec devait aujourd'hui remettre en question un «concept de société des années 60 où l'État devait tout faire et tout posséder».

M. Lamarre reconnaît que l'État québécois a été le grand artisan de la Révolution tranquille et que son intervention a permis une meilleure équité sur le plan de l'éducation et de la santé. «Il a aussi favorisé une certaine croissance économique, notamment par la création d'outils dynamiques et nécessaires, tels la Société générale de financement, la Société de développement industriel et la Caisse de dépôt et placements», a-t-il précisé.

Mais à l'exception de ces institutions, fait valoir M. Lamarre, «l'omniprésence de l'État dans tous les domaines de l'activité a entraîné quelques

effets secondaires négatifs». À ce chapitre, il met notamment en évidence l'accroissement de l'endettement, la lourdeur des structures, les «conflits d'intérêts» entre les rôles de producteur et de contrôleur des services dispensés et la désresponsabilisation des individus.

Il a de plus ajouté que les gouvernements peuvent parfois freiner le développement d'un produit de classe mondiale. La construction du métro de Montréal, fait valoir M. Lamarre, en est un bon exemple. En 1960, la Ville de Montréal et la Communauté urbaine de Montréal avaient décidé de ne pas accorder un contrat global à une seule firme privée, mais de donner des contrats de construction à plusieurs firmes, le tout supervisé par le Bureau de transport métropolitain (BTM).

«Un choix malheureux, lance-t-il. Pour obéir à un souci d'équité, louable en soi mais à courte vue, on a tué dans l'œuf un potentiel extraordinaire de développement à long terme.» Soulignons que le BTM fermait ses portes l'an dernier. «Nous avons ainsi perdu une expertise unique, bâtie sur une période de vingt ans», a-t-il déploré.

Son leitmotiv est simple: les gouvernements doivent se recentrer sur leur mission première, soit la sauvegarde de l'équité sociale et de la justice distributive. Et selon lui, ce rôle «se marie mal avec celui de producteur, de

distributeur et de gestionnaire de services». Les gouvernements doivent donc se contenter, précise-t-il, de dicter les normes environnementales et de les faire respecter.

Dans quels secteurs faudrait-il privatiser? «Dans tous les secteurs où l'État ne jouent pas son rôle traditionnel», lance M. Lamarre. Il pense notamment à l'approvisionnement en eau potable, aux services d'aqueduc, aux infrastructures routières, pour n'en nommer que quelques-uns. «Regardez ce qui s'est passé au Royaume-Uni, c'est le modèle à suivre!»

La privatisation des services publics, soutient M. Lamarre, créerait une nouvelle industrie qui pourrait vendre son expertise partout dans le monde. «Il existe ici, dans le secteur public, tant municipal que provincial, une solide expertise reliée à ces domaines qui pourraient conduire au développement de produits de classe mondiale», a-t-il dit, en déplorant que les Britanniques et les Français aient déjà une très bonne longueur d'avance sur les Canadiens et les Québécois. «C'est un scandale économique!»

L'expérience britannique

Sous les Tories de Margaret Thatcher et de John Major (1979-1997), le Royaume-Uni s'est lancé dans un vaste mouvement de privatisation: approvisionnement en eau potable, trans-

ports, aqueduc, électricité, etc. Le bilan de ces privatisations? Une ministre du cabinet travailliste de Tony Blair aurait déclaré à Lamarre, lors d'une discussion, que ces mesures auraient donné d'excellents résultats.

«Elle m'a répondu qu'elle était très heureuse puisque ces initiatives avaient contribué à la création d'emplois et que l'économie britannique était présentement l'une des plus brillantes de l'Europe», a-t-il dit, en refusant toutefois de révéler le nom de la ministre.

Et selon lui, les travaillistes de Tony Blair ne comptent pas revenir en arrière. Mais il faut dire que la facture a été drôlement salée pour les Britanniques. La privatisation de l'eau aurait coûté au bas mot quelque neuf milliards de dollars, révélait en février dernier un article de l'hebdomadaire montréalais Voir. Et ce après que le gouvernement conservateur eut effacé les dettes des sociétés d'État avant la vente au privé, perdu les profits que réalisaient ces entreprises publiques, et accordé des subventions de toutes sortes aux acquéreurs.

De plus, les tarifs ont connu des hausses importantes et certaines compagnies ont négligé, par exemple, d'entretenir des réseaux d'aqueduc, avait révélé dans un reportage des journalistes de la télévision britannique.

Téléphonie locale et réseaux à large bande

MetroNet veut se différencier en misant sur la fibre optique

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

La société albertaine MetroNet se lancera dès le 1^{er} janvier 1998 dans la téléphonie locale et les réseaux à large bande en misant sur sa propre infrastructure reposant uniquement sur la fibre optique.

«Notre stratégie de différenciation repose sur la technologie que nous utilisons et qui répondra à une demande latente des entreprises», a expliqué hier au Devoir le vice-président et directeur général des activités québécoises de MetroNet, Pierre Collins. Ex-président de Capital Communications, une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, M. Collins a dirigé la société de télécommunications de CFCF avant sa fusion avec Vidéotron et avait fondé auparavant Optinet, une filiale de Téléystèmes.

Selon M. Collins, les télécommunicateurs établis, comme Bell Canada ou Vidéotron, ont l'avantage de détenir la totalité du marché, mais ils s'appuient sur une technologie désuète — le fil de cuivre ou le câble co-axial — qui ne présente pas autant de possibilités que les nouvelles technologies basées sur la fibre optique. «Poser un mètre de fil de cuivre, de câble co-axial ou de fibre optique coûte le même prix. S'il fallait bâtir de nouveaux réseaux, ils seraient entièrement faits de fibre optique», a-t-il soutenu.

C'est exactement ce que MetroNet entend faire: offrir à chacun de ses clients, essentiellement des PME, un lien de fibre optique directement à sa dorsale branchée sur ses commutateurs. «On élimine l'infrastructure goulot — la boucle locale de fils de cuivre — et on donne aux clients la vitesse qu'ils veulent», a fait valoir M. Collins. Cette nouvelle infrastructure permettra le déploiement des nouvelles applications en télécommunications: la vidéoconférence, le visiophone (la téléphonie avec l'image), l'accès à Internet à haut débit, les services téléphoniques évolués.

MetroNet, une société fondée en 1995 et spécialisée jusqu'ici dans les réseaux privés à large bande, déploie son infrastructure dans une partie des centres-villes de Montréal, Toronto, Calgary (où se trouve son siège social), Edmonton et Vancouver. Son marché: les PME qui ont des besoins importants de télécommunications.

D'ici décembre, la société investira 17 millions de dollars à Montréal. MetroNet a déjà acquis l'édifice qui abritait l'ancien centre de gestion du réseau de Télélobe, au 625 de la rue Belmont, et s'est dotée de deux commutateurs, l'un pour la voix, l'autre pour les données. D'ici la fin de l'année, son réseau de fibres optiques courra sur 30 kilomètres dans le centre-ville de Montréal et ses effectifs s'élèveront à 17 personnes. Au terme d'investissements totalisant 116 millions de dollars, le réseau montréalais de MetroNet comptera, en 2002, 93 kilomètres de fibres optiques et emploiera 200 personnes. «Ce n'est pas un plan hypothétique. Nous avons l'argent pour le réaliser et nous sommes indépendants des sources de financement», a assuré M. Collins.

MetroNet soutient qu'elle sera le premier fournisseur de services de téléphonie locale à la fois propriétaire de son infrastructure et d'envergure nationale. Le 18 septembre dernier, la société a obtenu le statut d'entreprise de services locaux concurrentiels, attribué par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), ce qui lui donne le droit de négocier l'interconnexion de son réseau local de télécommunications aux réseaux établis.

Le 1^{er} mai dernier, le CRTC avait annoncé sa décision d'ouvrir à la concurrence le marché de la téléphonie locale à compter du 1^{er} janvier 1998. Ce marché au Canada est évalué à plus de huit milliards de dollars par année. M. Collins n'a pas voulu préciser quelle part de ce marché MetroNet visait.

Ex-président du Conseil du patronat du Québec

Ghislain Dufour passe chez National

PRESSE CANADIENNE

L'ancien président du Conseil du patronat du Québec, Ghislain Dufour, devient conseiller principal en affaires publiques au cabinet de relations publiques National, à Montréal.

M. Dufour, qui a œuvré au Conseil du patronat pendant 28 ans, dont 10 à la présidence, a démissionné de la présidence en mars 1997.

Tout en occupant ses nouvelles fonctions au cabinet de relations publiques, M. Dufour continuera d'agir à titre de président du conseil d'administration du Conseil du patronat et de président du comité exécutif du regroupement. Il est également membre du conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

En plus de devenir conseiller principal, il sera vice-président du conseil d'administration de National-Montréal.

National est le plus gros cabinet de relations publiques au Canada, ayant 235 employés et des bureaux à Montréal, à Québec, à Toronto, à Ottawa, à



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

En plus de devenir conseiller principal, Ghislain Dufour sera vice-président du conseil d'administration de National-Montréal.

et Vancouver et à Calgary.

L'entreprise est spécialisée dans les affaires publiques et les relations gouvernementales.

Lorsqu'il était président du Conseil du patronat, M. Dufour a souvent eu à traiter avec les deux paliers de gouvernement, en plus des centrales syndicales.

Télévision par voie numérique

Quatre entreprises lorgnent le Québec

Ottawa (PC) — Quatre compagnies, dont Télélobe qui a déjà une licence de câblodistribution pour desservir le sud de l'Ontario, ont demandé hier au CRTC de telles autorisations pour le Québec et l'est de l'Ontario.

Ces entreprises comptent ainsi vendre un service de télévision comme celui du câble, mais par voie hertzienne, grâce à un signal crypté et selon la technique dite multipoints multicanaux. La transmission en mode numérique doit permettre un plus large éventail de chaînes et une meilleure qualité d'image. Les abonnés doivent être dotés d'un décodeur et d'une petite antenne pour capter ce signal.

AirComm Inc, DigitVcom, SelectView Cable Service et Télélobe (via sa filiale Look TV) postulent devant le tribunal administratif pour des permis couvrant Montréal, Québec et la partie de l'Ontario qui inclut Ottawa. Télélobe convoite la plus vaste de ces régions et compte ainsi desservir quelque trois millions d'abonnés. SelectView n'applique que pour les régions de Hull-Ottawa et de Peterborough.

Vendredi, après trois jours d'audiences, le CRTC examinera le dossier en vue d'annoncer sa décision cet hiver. Le service serait mis en vente à l'automne de 1998, au plus tôt. Look TV prévoit commencer à transmettre, neuf mois après la réception de sa licence alors qu'AirComm affirme avoir besoin de 40 mois.

Bénéfice de 2 millions pour Cinar

PRESSE CANADIENNE

Cinar Films a annoncé, hier, avoir enregistré un bénéfice net de 2 millions, soit 16^e par action, lors du troisième trimestre terminé le 31 août 1997, comparativement à un bénéfice net de 1,2 million (10^e par action) lors des trois mois correspondants de 1996. Les produits de Cinar lors du troisième trimestre de l'exercice 1997 se sont élevés à 17,8 millions, contre 10,2 millions pour la même période de 1996. Par ailleurs, lors des neuf premiers mois de l'exercice 1997, le bénéfice net de Cinar a atteint 7,5 millions (59^e par action), contre 4,4 millions (43^e par action) au cours de la même période de 1996. Les produits de la société se sont établis à 55,2 millions lors des trois premiers trimestres de 1997.

ÉCONOMIE

EN BREF

Saputo complète son appel public

(Le Devoir) — Le Groupe Saputo a conclu hier son premier appel public à l'épargne. L'émission portait sur près de 9,5 millions d'actions ordinaires au prix unitaire de 17 \$. Le produit brut tiré du placement sera approximativement d'un montant de 161 millions, incluant 21 millions de dollars reçus par Saputo à la clôture provenant de l'exercice par les preneurs fermes de l'option aux fins des répartitions excédentaires. CIBC Wood Gundy valeurs mobilières, Lévesque Beaubien Geofrion, RBC Dominion valeurs mobilières, Capital Midland Walwyn et Capital Newcrest sont les membres du syndicat de courtiers qui ont procédé au placement.

Dylex prolonge son offre d'achat

(Le Devoir) — Dylex a annoncé qu'elle prolongeait son offre d'achat hostile de toutes les actions en circulation de Mark's Work Warehouse jusqu'au 28 octobre. «Nous avons prolongé notre offre pour permettre à Mark's de répondre à nos demandes répétées de renseignements supplémentaires», a déclaré Elliott Wahle, président et chef de la direction de Dylex. «Mark's a avisé Dylex qu'elle détenait des renseignements qui justifiaient une offre beaucoup plus élevée, mais elle a choisi de ne pas les lui fournir. Sans ces renseignements, Dylex ne peut motiver une hausse de son offre actuelle.» Le 28 août dernier, Dylex a fait part de son intention de faire une offre d'achat pour toutes les actions en circulation de Mark's selon la formule suivante: 1,65 \$ en espèces et 0,25 action ordinaire de Dylex pour chaque action de Mark's.

Canadien passe à l'offensive

(Le Devoir) — Canadien International a lancé une nouvelle offensive afin de courtiser la clientèle affaires sur ses routes internationales. Jusqu'au 30 novembre, Canadien Regional offre la classe Affaires au prix de la classe Economie entre Toronto-Québec et Toronto-Thunder Bay. Les passagers qui voyageront sur ces corridors en Fokker F28 de Canadien Regional (et Inter-Canadien) recevront un billet classe Affaires pour le prix d'un billet plein tarif en classe Economie.

Bell au Mexique

(Le Devoir) — Bell Canada International (BCI), Telefonía Inalambrica del Norte (Telinor), une entreprise de télécommunications mexicaine, et WorldTel s'associent afin d'offrir des services téléphoniques locaux concurrentiels au Mexique au moyen principalement de la technologie d'accès fixe sans fil. Les actionnaires investiront conjointement 250 millions de dollars en capitaux de participation dans Telinor, première entreprise à avoir obtenu une concession pour offrir des services de télécommunications à la fois locaux et interurbains en concurrence directe avec Telmex, qui a le monopole des télécommunications au Mexique jusqu'en 1997.

LES INDICES

Montréal XXM	Toronto TSE-300	New York Dow Jones
↓ -29,91 3474,40	↓ -39,87 7128,90	↓ -24,81 8071,48

dollar canadien	or
↓ -0,22 72,14 \$US	↑ -1,10 326,10 \$US

LES DEVISES ÉTRANGÈRES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Afrique du Sud (rand)	0,3089
Allemagne (mark)	0,7934
Arabie Saoudite (riyal)	0,3830
Australie (dollar)	1,0496
Barbade (dollar)	0,7211
Belgique (franc)	0,03916
Bermudes (dollar)	1,3999
Brésil (real)	1,2950
Caraïbes (dollar)	0,5269
Chili (peso)	0,00345
Chine (renminbi)	0,1727
Égypte (livre)	0,4202
Espagne (peseta)	0,00970
États-Unis (dollar)	1,3862
France (franc)	0,2365
Hong-Kong (dollar)	0,1842
Inde (roupie)	0,0403
Italie (lire)	0,000835
Jamaïque (dollar)	0,0434
Japon (yen)	0,01145
Mexique (peso)	0,1906
Pays-Bas (florin)	0,7218
Portugal (escudo)	0,008074
Rép. dominicaine (peso)	0,0990
Royaume-Uni (livre)	2,2509
Russie (rouble)	0,000242
Suisse (franc)	0,9719
Taiwan (dollar)	0,0500
Venezuela (bolivar)	0,00286

Rachat du géant américain MCI

GTE entre dans la danse

AGENCE FRANCE-PRESSE

Stamford — L'opérateur de télécommunications américain GTE a lancé hier une offre sur sa rivale MCI pour 40 \$ par action au comptant, soit un total de 28 milliards, devenant ainsi le troisième candidat au rachat de la deuxième compagnie longue distance aux États-Unis.

MCI fait déjà l'objet d'une proposition de fusion de l'opérateur britannique BT (ex-British Telecom) et d'une OPA non sollicitée de l'opérateur américain WorldCom. BT offre 34 \$ par action MCI et WorldCom 41,5 \$. L'offre de GTE présente cependant la particularité sur les deux autres d'être au comptant au lieu d'être un échange d'actions.

La proposition de GTE est la plus élevée jamais faite au comptant dans l'histoire financière américaine et elle devance l'OPA de 25 milliards lancée sur le groupe agro-alimentaire RJR Nabisco en 1989.

Charles Lee, p.-d.g. de GTE, a indiqué dans un communiqué avoir envoyé une lettre à son homologue de MCI pour lui proposer de racheter sa compagnie. GTE souligne que son offre n'est pas incompatible avec le projet de fusion entre MCI et BT. «La transaction développerait également une importante relation avec BT et la vision, partagée par GTE, que cette compagnie a des télécommunications mondiales», souligne le communiqué de GTE.

La combinaison de GTE et de MCI formerait une compagnie de télécommunications avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 40 milliards, avec plus de 21 millions de lignes locales, 24 millions de lignes longue distance aux États-Unis, cinq millions d'abonnés au service de téléphonie mobile et une présence dans 77 pays. GTE est basée à Stamford (Connecticut) et MCI, à Washington.

MCI a confirmé hier avoir reçu l'offre de GTE et indiqué que son conseil d'administration allait «se réunir rapidement pour examiner toutes les options après la proposition

de GTE et l'offre non sollicitée de WorldCom dans le contexte de l'accord de fusion stratégique conclu avec BT».

BT détient déjà une participation de 20 % au sein de MCI, les deux compagnies gérant en commun l'alliance internationale «Concert» pour les services de télécommunications aux entreprises. GTE, qui ne fait pas partie des cinq compagnies régionales américaines traditionnelles, a cependant réussi à développer un important réseau local aux États-Unis.

Libre concurrence

Depuis février 1996, la concurrence est théoriquement libre aux États-Unis entre les compagnies locales et régionales d'une part et les compagnies de longue distance d'autre part, qui peuvent pénétrer leurs marchés respectifs. Mais les compagnies régionales utilisent tous les moyens techniques et juridiques pour fermer leurs marchés, dont la valeur est estimée à 100 milliards.

MCI avait ainsi annoncé au cours de l'été qu'elle allait devoir assumer des pertes de l'ordre de 800 millions cette année faute de pouvoir se développer comme elle le prévoyait sur les marchés locaux. Ce revers avait incité BT à diminuer son offre de l'ordre de 15 %. Les actionnaires de MCI doivent en principe se prononcer sur l'offre de BT en décembre.

WorldCom avait lancé de son côté, le 1^{er} octobre, une offre sur MCI pour 41,50 \$ par action, soit un total d'environ 30 milliards, celle-ci devant se réaliser sous forme d'échange d'action. Le Conseil d'administration de MCI, sans accepter ou refuser cette offre, s'était réuni vendredi dernier et avait décidé de l'examiner plus en détail.

WorldCom, comme GTE, a développé un important réseau local aux États-Unis et est le premier fournisseur mondial de réseaux d'accès à Internet. Il s'agit également de la quatrième compagnie longue distance aux États-Unis.

Perte nette de 1,045 milliard en 1997

Apple plonge plus loin dans le rouge

Cupertino (AFP) — Apple Computer a chuté loin dans le rouge pour la deuxième année consécutive lors de son exercice achevé fin septembre, accusant une perte nette de 1,045 milliard après avoir plongé de 816 millions l'année précédente.

Le fabricant des Macintosh a poursuivi son amaigrissement forcé, ne pesant plus que 7,08 milliards contre un chiffre d'affaires de 9,83 \$ pour son année fiscale 1996, selon des chiffres publiés hier soir.

Le même jour, Apple a annoncé la démission de deux cadres, les derniers en date d'une véritable hémorragie qui a privé en neuf mois la firme de Cupertino de son directeur du marketing, Guerrino De Luca, de son directeur de la technologie, Ellen Hancock, de son directeur général, George Scalise, et de son responsable des relations avec les créateurs de logiciels, Heidi Roizen. En outre, la firme à la pomme n'a toujours pas trouvé un successeur à son ancien p.-d.g., Gilbert Amelio, évincé en juillet par le conseil d'administration, même si elle se dit «confiante» d'y parvenir d'ici Noël.

Cela n'a pas empêché le directeur financier du groupe, Fred Anderson,

d'affirmer lors d'une conférence de presse téléphonique que la direction «se sent optimiste quant à l'année prochaine».

Réduction des coûts

M. Anderson s'est félicité de la réduction des coûts structurels, à 353 millions au trimestre achevé en septembre contre 505 millions il y a un an et 408 millions au trimestre précédent. Cette tendance devrait se poursuivre en 1998, a-t-il dit. Apple veut ramener les coûts d'exploitation à seulement 1,3 milliard sur l'année, voire moins. «Notre but premier, a martelé le directeur financier, est de retrouver une rentabilité durable.»

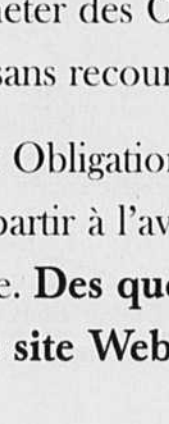
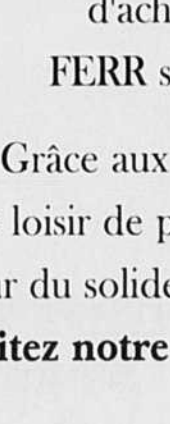
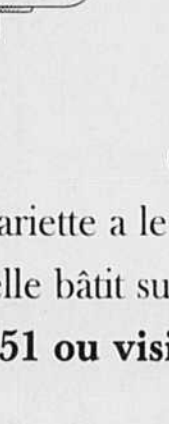
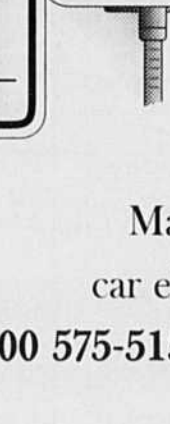
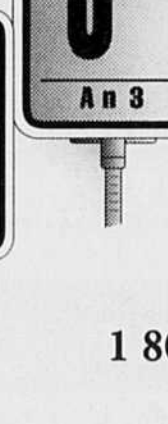
Dès le trimestre en cours, le premier de l'exercice 1998 pour Apple, le groupe espère améliorer sa marge brute d'exploitation, le bénéfice réalisé sur l'activité de base de l'entreprise. Celle-ci est restée inchangée en juillet-septembre, à 20 % du chiffre d'affaires.

La direction base aussi un «prudent optimisme» sur le succès rencontré aux États-Unis pendant l'été, notamment dans le secteur clef de l'enseignement qui lui a rapporté plus de 500 millions sur le trimestre écoulé.



Mariette aime partir à l'aventure. Et elle le peut! Car elle a su bâtir sur du solide...

...pas étonnant donc, de voir que les Obligations d'épargne du Canada se retrouvent sur son parcours financier. Les taux de l'émission de cette année vont augmenter au cours des sept prochaines années. Les taux minimum garantis illustrés ici ne baisseront jamais. Au contraire, ils seront haussés si les conditions du marché le justifient. Les Obligations d'épargne du Canada sont encaissables en tout temps et elles sont, comme toujours, entièrement garanties par le gouvernement du Canada. Le taux de rendement annuel minimum des obligations à intérêt composé, si vous les conservez pendant sept ans, sera de 5,14%. Les OEC représentent donc pour Mariette son meilleur placement... garanti. Vous pouvez les acheter sans aucuns frais auprès de votre institution financière ou de votre courtier; ou encore, au moyen de retenues sur votre salaire. Elles sont même admissibles au REER.



L'OPTION FERR-OEC

L'option FERR-OEC vous permet pour la première fois d'acheter des OEC à titre de placement FERR sans recourir à un régime autogéré.

Grâce aux Obligations d'épargne du Canada, Mariette a le loisir de partir à l'aventure en toute sécurité, car elle bâtit sur du solide. **Des questions ? Composez le 1 800 575-5151 ou visitez notre site Web au www.cis-pec.gc.ca**

Obligations d'épargne du Canada
Bâissez sur du solide.

Canada

Garanties, flexibles, encaissables.

En vente jusqu'au 1^{er} novembre.

ÉCONOMIE

«Moment de vérité» en Asie de l'Est à la suite de la crise monétaire et financière

Une remise en cause s'impose

PHILIPPE RIES
AGENCE FRANCE-PRESSE

Hong-Kong — «Signal du réveil» ou «moment de vérité», la crise monétaire et financière en Asie du Sud-Est va provoquer dans toute la région un effort d'introspection sur ce qui a fait dérailler le «miracle asiatique» et sur ce qu'il convient de faire pour retrouver le chemin d'une croissance durable.

Si un dirigeant politique comme le premier ministre malaisien, Mahathir Mohamad, continue à blâmer la terre entière pour ses difficultés, les hommes politiques, industriels, financiers, hauts fonctionnaires ou experts réunis à Hong-Kong par le World Economic Forum ont manifesté une vision beaucoup plus lucide de la situation: l'affaire est sérieuse et mérite d'être traitée comme telle.

«Nous sommes à un moment de vérité dans cette région», a expliqué hier le haut fonctionnaire singapourien Kishore Mahubani au cours de la table ronde finale du Sommet de l'Asie de l'Est. «Ce qui s'est passé cette année représente un choc pour les acteurs politiques dans toutes les capitales de la région», a expliqué le secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères de l'île-Etat.

«Les dirigeants ne se sont pas encore remis de ce coup brutal. Mais à moins d'être complètement stupides, vous devez réévaluer la situation et étudier ce qui n'a pas marché», a-t-il poursuivi, en demandant «de 12 à 18 mois» pour y parvenir.

Sur la mécanique proprement monétaire et financière de la crise et les réformes à entreprendre, l'accord est assez large: adopter un régime de changes plus flexible, purger et reconstruire le système bancaire et mettre en place un environnement légal et un dispositif de surveillance aux normes internationales, rechercher dans la croissance la qualité et plus seulement la quantité, renforcer la coopération monétaire au niveau régional.

Le consensus est également fort sur le fait que les données fondamentales des économies de la région restent solides, du taux d'épargne élevé à l'esprit d'entreprise, en passant par l'attention portée à l'éducation, et qu'une croissance soutenue devrait revenir après deux ou trois années difficiles.

Mais les positions sont encore loin d'être unanimes sur la poursuite du processus d'ouverture économique et de libéralisation. «Déréglementer est aussi difficile pour Singapour que réglementer l'est pour Hong-Kong», a fait remarquer Woo Chia-Wei, le président de l'Université de science et technologie de Hong-Kong, au cours d'un autre débat.

Lockwood Smith, le ministre du Commerce extérieur de Nouvelle-Zélande, a cité en exemple l'expérience-pilote et fructueuse de son pays dans la déréglementation et l'ouverture commerciale à outrance, pour inciter les autres pays à suivre. «Dans dix ans, a-t-il dit, la Nouvelle-Zélande aura un commerce complètement libre. La question est: combien de pays auront le courage d'être au rendez-vous?»

S'interroger sur les structures

Et certains participants, beaucoup plus rares, ont appelé l'Asie de l'Est à s'interroger sur les structures et les comportements politiques qui ont favorisé l'apparition des déséquilibres financiers.

«Les réformes structurelles se heurteront à des objections significatives et à des conflits d'intérêts», a ainsi expliqué le vice-premier ministre et ministre des Finances sud-coréen, Kang Kyong-Shik, en précisant que cela s'appliquait à son propre pays. «Pour affronter ces réformes stratégiques, il est crucial d'avoir un leadership politique efficace ayant fermement confiance dans la démocratie libérale et les principes de l'économie de marché», a poursuivi M. Kang.

«La démocratie libérale, basée sur la liberté individuelle, est indispensable pour promouvoir la créativité et la diversité, composantes essentielles du potentiel de croissance dans cet âge de la mondialisation et de l'information», a-t-il affirmé.

Alors que la crise s'annonce plus longue et plus sévère qu'initialement prévu, le débat ne fait que commencer. La situation en Asie de l'Est va dominer les travaux du prochain Sommet de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) fin novembre à Vancouver, au Canada, a estimé le ministre australien des Affaires étrangères, Alexander Downer.

Il en sera de même au sommet de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) en décembre à Kuala Lumpur, où ont été invités les dirigeants du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud, a prédit M. Mahubani.

L'OCDE prône une action contre le chômage des jeunes

Les ministres du Travail des 29 pays membres font aussi une mise en garde contre le piège des bas salaires

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — Les ministres du Travail des 29 pays de l'OCDE se sont prononcés hier en faveur d'une stratégie spécifique pour combattre le chômage des jeunes et ont mis en garde contre le piège des bas salaires alliés à une faible qualification.

Les ministres «sont particulièrement inquiets de l'ampleur persistante du chômage des jeunes», soulignent les pays industrialisés dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours.

«Une minorité non négligeable de jeunes, en raison de l'insuffisance de leurs qualifications et de l'inadéquation des formations qu'ils ont reçues, alternent emploi à bas salaire et chômage dans un engrenage qui peut les poursuivre jusque dans leur vie adulte», soulignent les 29 ministres.

«Il est indispensable de remédier à cette situation par souci de cohésion sociale et d'équité», poursuit le communiqué.

Les 29 ministres ont d'autre part estimé qu'il fallait accorder la priorité «à la réduction du taux de chômage des personnes peu qualifiées en améliorant leur employabilité, en les aidant dans leur recherche d'un travail et en allégeant les coûts induits par leur emploi».

Les emplois à bas salaire ne sont qu'une «réponse partielle et temporaire» face aux «risques» de voir ces tra-

vailleurs «être laissés pour compte et devenir des exclus de la société».

Pour les jeunes possédant un bon niveau d'instruction «mieux vaut un emploi que pas d'emploi du tout», souligne toutefois l'OCDE. Mais pour les femmes et les jeunes ayant un faible niveau de formation «l'emploi à bas salaire se transforme en piège, quand ces catégories n'alternent pas emploi mal payé et non-emploi».

L'OCDE prône donc une «double action» pour «mettre ces personnes au travail pour qu'elles puissent gagner leur vie et acquérir une expérience professionnelle» et leur donner par la suite «des motifs et des chances de faire carrière».

Il faut notamment «un système d'incitations qui encourage les employeurs à recruter des travailleurs non qualifiés et à leur fournir une formation et les travailleurs à accepter les emplois disponibles».

Favoriser la mobilité

Quant aux partenaires sociaux, ils doivent veiller à ce que la structure salariale «favorise la mobilité vers le haut des travailleurs faiblement rémunérés».

Les ministres ont d'autre part souligné «l'importance de l'apprentissage à vie» afin de «faire en sorte que toutes les personnes d'âge actif aient la possibilité «de conserver et d'accroître leur aptitude à l'emploi» au risque de rencontrer des difficultés sur le marché du travail.

Alors que la France et l'Italie se sont engagées à ramener la durée hebdomadaire légale du travail à 35 heures d'ici le début du siècle prochain, le communiqué reste discret sur le sujet.

Les ministres se contentent de souligner «l'importance des changements» dans les entreprises, des «innovations en matière d'organisation du travail et des aménagements souples du temps de travail aussi bien pour les résultats des entreprises que pour la satisfaction des travailleurs».

Plus généralement, pour améliorer la situation de l'emploi, les pays doivent à la fois «améliorer le fonctionnement du marché du travail et préserver la cohésion sociale», deux objectifs qu'il est parfois «difficile d'atteindre simultanément», reconnaît l'OCDE.

Un assouplissement des dispositifs assurant la sécurité de l'emploi «risque de se traduire par des licenciements immédiats, mais cet effet à court terme devrait être compensé à terme par un accroissement de l'emploi», estime l'OCDE, qui encourage les pays membres, notamment ceux où les progrès sont les plus lents, à poursuivre la mise en œuvre de cette stratégie.

Quelques pays «ont réussi à introduire de grandes réformes grâce à la réalisation d'un large consensus social», note l'OCDE dans une allusion aux Pays-Bas ou au Danemark.

Création d'une société spécialisée dans la production du noir de carbone

La SGF et Kvaerner ASA confirment la création de Karbomont

LE DEVOIR

La Société générale de financement du Québec (SGF) et la société norvégienne Kvaerner ASA ont confirmé hier l'information publiée lundi dans *Le Devoir*, soit la création de Karbomont, une société en commandite spécialisée dans la fabrication du noir de carbone qui construira et exploitera une usine de 65 millions de dollars à Montréal-Est.

Chaque partenaire détiendra 50 % des parts de cette nouvelle entreprise.

Les gouvernements, du Canada et du Québec, ont également engagé 10 millions dans l'aventure, soit six millions sous forme de prêt remboursable accordé en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel, et quatre millions sous forme de prise en charge d'intérêts, en vertu du programme FAIRE.

Le noir de carbone est principalement utilisé dans la fabrication de pneus et d'autres pièces et composants en caoutchouc dans l'industrie de l'automobile. Le partenaire de

la SGF dans ce projet, Kvaerner, a également identifié et développé un nouveau marché potentiel pour le noir de carbone, celui de l'industrie métallurgique.

La nouvelle usine, construite à proximité de Pétromont, à Montréal-Est, sera approvisionnée par celle-ci en matières premières. Pendant la phase I de son implantation, la capacité de production nominale annuelle de l'usine de Karbomont se situera à un niveau de 20 000 tonnes métriques de noir de carbone de première quali-

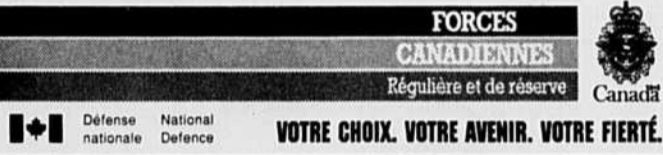
té. Deux autres phases d'expansion permettront aux installations d'atteindre une capacité de 90 000 tonnes métriques, annuellement, d'ici 2004. La société produira également 50 millions de mètres cubes d'hydrogène qui pourront être utilisés comme source d'énergie ou comme matière première par les raffineries.

Karbomont créera jusqu'à 65 emplois durant la phase I de construction et procurera de l'emploi permanent à 29 personnes pendant la phase initiale d'opération.

Votre avenir dès aujourd'hui.

Vous cherchez un emploi? Vous désirez apprendre un métier? Dans les Forces canadiennes, nous offrons autant aux hommes qu'aux femmes la possibilité de devenir opérateur, technicien ou employé de soutien. Faites partie de notre équipe et obtenez des compétences pour le restant de votre vie dans un esprit canadien empreint de fierté. Pour de plus amples renseignements, passez à un centre de recrutement ou composez le

1 800 856-8488
www.dnd.ca



COUP D'ŒIL BOURSIER

Reprise de la correction

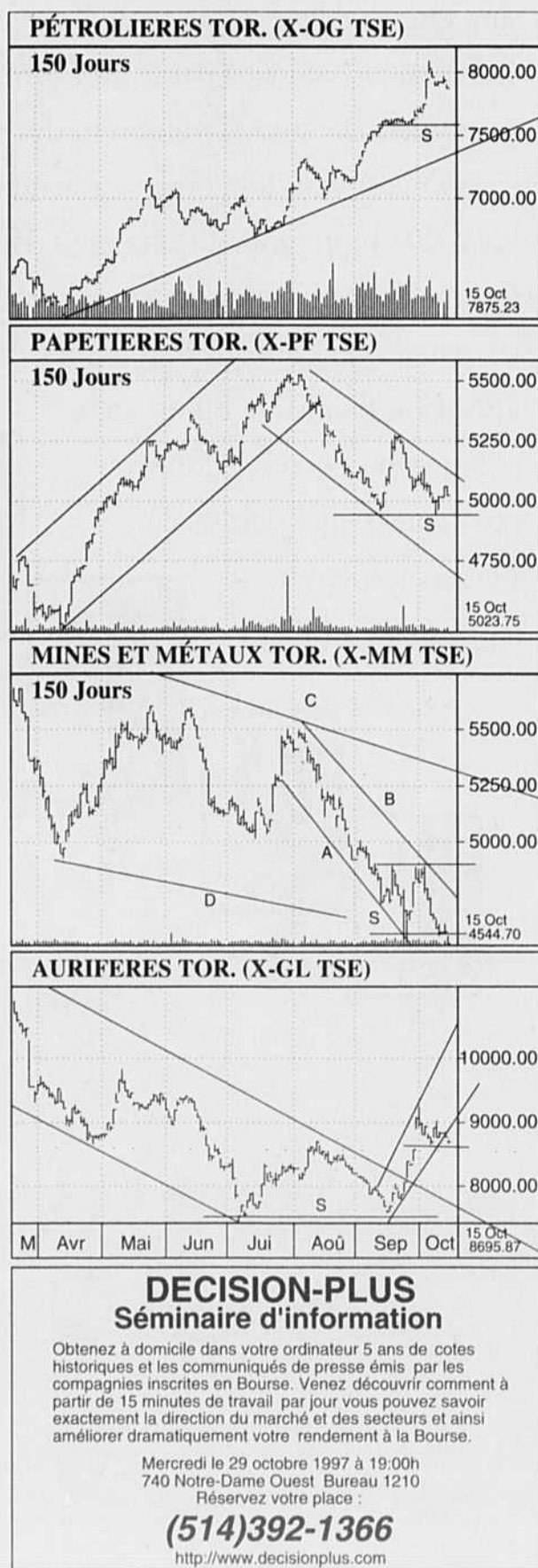
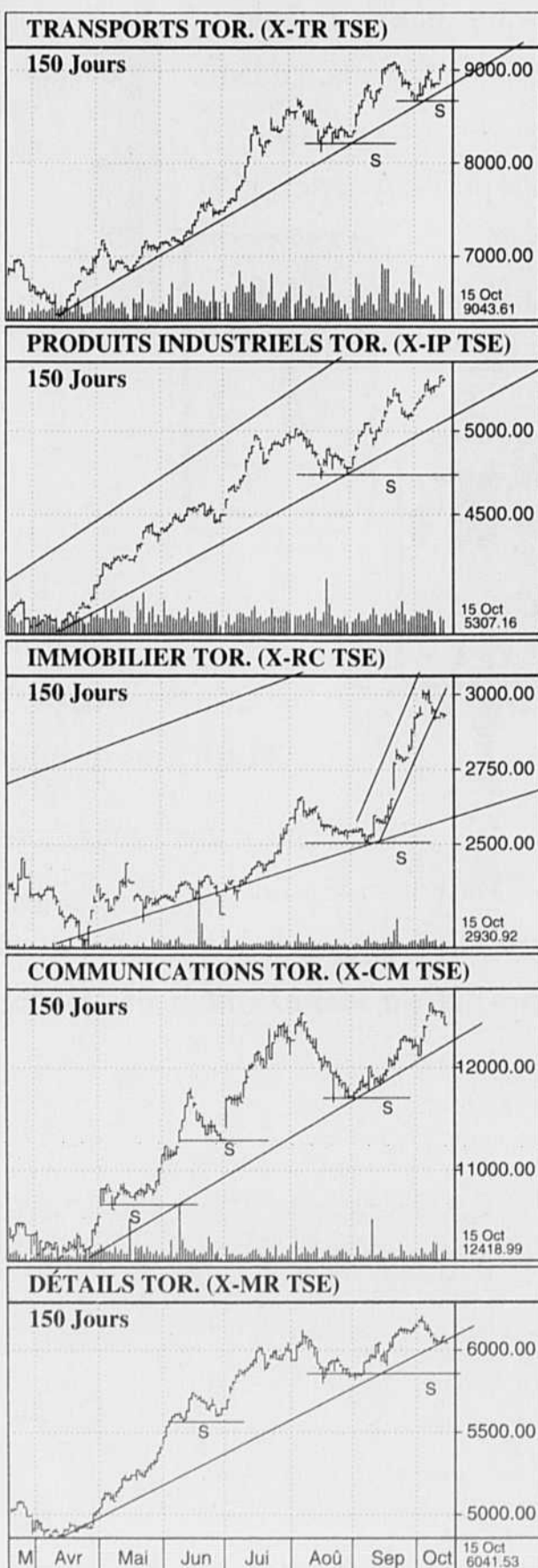
MICHEL CARIGNAN
COLLABORATION SPÉCIALE

L'indice industriel de la Bourse de New York continue de se déplacer de côté entre ciel et terre c'est-à-dire entre le point critique à la baisse représenté par le support S et le point de confirmation d'une reprise possible représenté par la résistance R. Le marché de Toronto montre des signes d'essoufflement.

L'interruption de la correction par le petit mouvement haussier décrit hier ne semble pas vouloir durer. Les acheteurs sont restés discrets, les volumes de transaction ayant été relativement faibles. Seuls les transports et la consommation ont maintenu une certaine poursuite. Les industrielles et les immobilières n'ont pas continué. Les communications, le détail, les pétrolières, les services financiers et les services publics ont tous montré plus de vendeurs que d'acheteurs laissant voir un penchant pour une correction probablement plus profonde. Les forestières pourraient se ramener vers leur point critique. Les minières confirment le prolongement de la galerie A B entreprise il y a deux mois.

Les aurifères continuent de menacer leur support à très court terme. Aucun nouveau fait n'a incité les investisseurs à miser sur une reprise de l'or et donc de se ruier sur les titres aurifères. On garde la même théorie: si les aurifères repartent par en haut sur de forts volumes, on saute sur quelques occasions; si les aurifères rechutent nettement vaut mieux ne pas conserver trop de positions dans le secteur et même réagir froidement surtout si on est entré au début de ce mouvement de revirement qui n'aurait pas continué.

On voit nettement que les investisseurs hésitent à se prononcer par des mouvements de masse sans équivoque. Ce sont les institutions qui sont les plus gros intervenants dans le marché. Ils agissent vite et déclenchent des mouvements importants quand les décisions sont prises mais pour le moment tout ce beau monde semble s'épier pour voir qui dictera la ligne de conduite. Une chose est certaine, à ce niveau les rechutes pourraient être plus importantes et plus fortes que les poursuites.



	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)		
BOURSE DE MONTRÉAL						
XXM:Indice du marché	11542	3476.40	-29.91	-0.9		
XCB:Bancaire	2850	5763.02	-52.73	-0.9		
XCO:Hydrocarbures	6100	2964.01	-28.83	-1.0		
XCM:Mines et métaux	4111	2743.60	-37.81	-1.4		
XCF:Produits forestiers	2462	2874.12	-35.37	-1.2		
XCI:Bien d'Équipement	2491	3695.47	-22.44	-0.6		
XCU:Services publics	2572	3293.74	-6.77	-0.2		
BOURSE DE TORONTO						
TSE 35	15050	367.31	-3.54	-1.0		
TSE 100	26422	424.07	-2.71	-0.6		
TSE 200	23321	465.27	-1.16	-0.2		
TSE 300	49744	7128.90	-39.87	-0.6		
Institutions financières	5136	7827.29	-77.38	-1.0		
Mines et métaux	2993	4544.70	-52.91	-1.2		
Pétrolières	13669	7875.23	-62.45	-0.8		
Industrielles	6659	5307.16	-23.50	-0.4		
Aurifères	5126	8695.87	-83.69	-1.0		
Pâtes et papiers	2729	5023.75	-36.49	-0.7		
Consommation	2228	10882.29	+62.64	0.6		
Immobilier	841	2930.92	-3.90	-0.1		
Transport	3702	9043.61	+27.34	0.3		
Pipelines	374	5888.05	+24.19	0.4		
Services publics	2327	5823.31	-10.12	-0.2		
Communications	2185	12418.99	-114.59	-0.9		
Ventes au détail	950	6041.53	-40.00	-0.7		
Sociétés de gestion	817	9782.19	-6.37	-0.1		
BOURSE DE VANCOUVER						
Indice général	30337	831.16	-7.24	-0.9		
MARCHÉ AMÉRICAIN						
30 Industrielles	45647	8057.98	-38.31	-0.5		
20 Transports	11351	3359.27	+41.58	1.3		
15 Services publics	8740	242.64	+0.54	0.2		
65 Dow Jones Composé	65738	2610.07	+4.22	0.2		
Composite NYSE	*	506.89	-1.68	-0.3		
Indice AMEX	*	0.00	-	-		
S&P 500	*	983.12	+10.43	1.1		
NASDAQ	*	1723.37	-9.42	-0.5		
LES PLUS ACTIFS DE TORONTO						
Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
JORDAN PETR LTD	2638	9.60	9.25	9.50	+0.10	1.1
GULF CDA RES LTD	2718	12.70	12.35	12.60	+0.10	-0.8
PENGROWTH IR	2261	12.40	12.20	12.20	-	-
AIR CANADA A	2000	13.15	12.90	12.90	-0.05	-0.4
PURE GOLD RES INC	1342	0.36	0.34	0.34	-	-
SCOTT'S	1180	4.75	4.20	4.50	+0.30	7.1
LASER QUEST CP	1140	1.29	1.20	1.29	+0.09	7.5
CI FUND MANAG INC	1050	39.55	39.25	39.50	-0.10	-0.3
AIR CANADA	1021	14.05	13.80	13.80	-0.10	-0.7
GULF CDA RES A PR	979	4.70	4.65	4.65	-0.11	-2.3
LES PLUS ACTIFS DE MONTRÉAL						
Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
MALOFILM COMM I B	749	1.10	1.09	1.10	+0.05	4.8
TEMPEC INC A	715	11.30	11.00	11.00	-0.30	-2.7
AIR CANADA A	357	13.00	12.90	12.90	+0.20	1.6
GULF CDA RES A PR	305	4.71	4.65	4.65	-0.10	-2.1
LYON LAKE MINES	289	0.48	0.46	0.46	-	-
REPAP ENTR INC	279	0.26	0.26	0.26	-0.01	-3.7
INCO LTD	275	32.45	31.80	31.85	-0.65	-2.0
ROYAL STANDARD	253	1.50	1.15	1.35	+0.30	28.6
AIR CANADA	237	14.10	13.80	13.85	-0.05	-0.4
SEMI-TECH CP A	206	2.70	2.55	2.70	+0.10	3.8

LE DEVOIR

LES SPORTS

FORMULE 1

Williams a «intérêt» à retirer son appel

Advenant le maintien de la suspension imposée au Québécois Jacques Villeneuve, la FIA pourrait très bien l'étrier au dernier GP de la saison lors de l'audience de l'appel déposé par l'écurie.

Munich (AP) — Le Canadien Jacques Villeneuve est plus que jamais dans le collimateur de la Fédération internationale de l'automobile (FIA). Son président, Max Mosley, a déclaré hier que le pilote de la Williams-Renault pourrait être interdit de participation au dernier Grand Prix de la saison, ce qui offrirait sur un plateau le titre mondial à l'Allemand Michael Schumacher (Ferrari).

«Il y a un risque que non seulement Villeneuve perd les deux points inscrits à Suzuka, mais qu'il soit suspendu à Jerez», a déclaré Max Mosley, à propos du Grand Prix d'Europe qui sera disputé le 26 octobre dans la localité du sud de l'Espagne.

Villeneuve n'a pas respecté, lors des essais du dernier Grand Prix du Japon disputé dimanche à Suzuka, un drapeau jaune des commissaires intimant l'ordre de ralentir l'allure. En raison d'une précédente infraction similaire, le Canadien avait été immédiatement exclu de course à Suzuka, avant qu'un appel de son écurie Williams-Renault, fasse qu'il soit autorisé à prendre le départ. En finissant cinquième, il avait inscrit deux points, qui lui permettent de garder une longueur d'avance sur Schumacher au classement du championnat du monde des conducteurs (79 points contre 78).

La cour d'appel de la FIA se réunira mardi prochain à Paris pour statuer sur le «cas Villeneuve».

Mosley, qui s'exprimait à Munich lors d'une convention sur le sport, a précisé que Villeneuve pourrait éviter une suspension, si son écurie retire son appel. «Si Williams retire son appel, je peux imaginer que la sanction sera seulement le retrait de deux points (inscrits à Suzuka)», a souligné Mosley. Si Villeneuve perdait les deux points, Schumacher posséderait un point d'avance sur le Canadien avant la course de Jerez, dernière des 17 épreuves de la saison de F1. Si le Canadien était en plus suspendu pour l'Espagne, Schumacher obtiendrait sa troisième couronne mondiale en F1, avant même de participer à ce Grand Prix d'Europe.

Mosley a reconnu qu'une disqualification de Villeneuve tuerait le suspense de la fin de saison, mais il estime que la FIA doit réagir pour garder sa crédibilité. «Je suis désolé pour lui, et je sais qu'il veut conduire aussi vite que possible, mais je veux être certain qu'il sera toujours en vie à la fin de sa carrière... Il n'a pas seulement mis sa vie en danger, mais aussi celle des commissaires, qui sont volontaires et ont une famille.»

Schumacher a déjà obtenu deux fois le titre de champion du monde des conducteurs, alors que Jacques, le fils du mythique Gilles Villeneuve, rêve de devenir le premier Canadien sacré au terme d'une saison de F1.

Cleveland 1, Baltimore 0

Fernandez lance Cleveland à la Série mondiale

Baltimore — Tony Fernandez a claqué un circuit en solo à la 11^e manche, marquant du coup le seul point du match dans une victoire de 1-0 des Indiens de Cleveland sur les Orioles de Baltimore. Cleveland atteint ainsi la Série mondiale grâce à un gain de 4-2 en série de championnat de la Ligue américaine et fera maintenant face aux Marlins de la Floride.

Jose Mesa, le dernier lanceur des Indiens, a remporté la victoire tandis que la défaite a été portée au dossier de...

Par ailleurs, les amateurs des Orioles de Baltimore étaient disposés à faire à peu près tout en leur pouvoir pour aider leur équipe à éviter l'élimination contre les Indiens.

Hier, la station radiophonique WHFS-FM a tenté de semer un peu de pagaille en réveillant certains joueurs des Indiens à six heures.

Mike Giannini, le producteur de l'émission matinale, a réussi à se procurer les numéros de

chambre et de téléphone de Marquis Grissom et Bip Roberts.

Chacun des joueurs a semblé quelque peu médusé quand Giannini a offert à Grissom, d'abord, 50 poulets bien vivants gracieusement du service aux chambres, et puis demandé à Roberts s'il avait dormi bien à l'aise dans ses draps de caoutchouc.

Un porte-parole des Orioles a placé un appel à la station pour exiger «poliment» que l'on cesse ce genre de plaisanterie.

«Tout le monde cherchait un moyen d'aider les Orioles», a dit Giannini. Nous voulions tout simplement contribuer.»

Finalement, la blessure au cou des rotateurs subie par le lanceur des Marlins de la Floride Alex Fernandez pourrait être moins sévère qu'on ne le croyait. Les médecins consultés ne sont pas du même avis, a tout simplement affirmé hier le gérant des Marlins, Jim Leyland.

EN BREF

Les Alouettes à McGill

Le match de demi-finale que les Alouettes doivent disputer le 2 novembre prochain aura lieu au stade Molson sur le campus de l'université McGill. Le déplacement du match vers McGill a été rendu nécessaire par la tenue du concert du groupe U2, au Stade olympique le même jour. De modestes améliorations au stade seront entreprises en vue du match qui opposera les Alouettes à l'équipe qui terminera quatrième dans la division ouest de la Ligue canadienne de football. Le dernier match de la LCF au stade Molson remonte au 22 octobre 1972 alors que les Alouettes avaient perdu 17-7 contre les Rough Riders d'Ottawa.

Le Canada au 62^e rang

L'équipe canadienne de soccer a glissé de trois places au 62^e rang du classement mondial et se retrouve classé entre le Honduras et le Gabon. Le Brésil, vainqueur de la dernière Coupe du monde, conserve le premier rang de ce classement mensuel établi par la FIFA, organisme qui dirige le soccer mondial. L'Espagne a gagné quatre places au deuxième rang alors que l'Allemagne glisse au troisième rang. Alors que le Canada poursuit sa glissade, le Mexique s'est hissé à la 10^e position. Les deux équipes ont fait match nul 2-2, dimanche.

Jordan à Paris

Pour la première fois de leur histoire, les Bulls de Chicago de Michael Jordan vont jouer hors de l'Amérique du Nord, à l'occasion du championnat McDonald, qui débute aujourd'hui sur le parquet du palais omnisports de Paris-Bercy. Seule compétition mondiale des clubs, ce championnat met aux prises outre le champion NBA, le champion d'Europe en titre (l'Olympiakos Le Pirée) et le champion d'Amérique du Sud (Ateas de Cordoba). Sy joignent également trois «grosses cylindrées» européennes, le Benetton Trévis (champion d'Italie), le FC Barcelone (champion d'Espagne), et le Paris SG, champion de France.

À San Francisco en 2003

Le Super Bowl, match de championnat de la Ligue nationale de football, sera tenu pour la première fois à San Francisco en 2003, soit quatre ans plus tard que prévu. Le match sera disputé dans un nouveau stade qui remplacera l'actuel 3Com Park. Le nouveau domicile des Forty-Niners coûtera 525 millions. D'ici là, San Diego, Miami, Atlanta et Tampa Bay seront parmi les villes qui présenteront le célèbre rendez-vous footballistique de la fin de janvier.

HOCKEY

Hier
Buffalo en Caroline, 19h30.
Rangers à Ottawa, 19h30.
Pittsburgh à Montréal, 19h30.
Tampa Bay en Floride, 19h30.
Toronto à Detroit, 19h30.
Washington à Chicago, 20h30.
Colorado à Edmonton, 21h.
Boston à Los Angeles, 22h30.
Philadelphie à Anaheim, 22h30.

Ce soir
Floride à Dallas, 20h30.
Islanders à San Jose, 22h30.

Demain
Montréal à Buffalo, 19h30.
New Jersey à Ottawa, 19h30.
Pittsburgh à Tampa Bay, 19h30.
St. Louis à Chicago, 20h.
Colorado à Calgary, 21h.
Boston à Vancouver, 22h.
Philadelphie à Los Angeles, 22h30.
Edmonton à Anaheim, 22h30.

Samedi
Caroline à Detroit, 15h.
Dallas à Ottawa, 19h30.
Washington à Montréal, 19h30.
Tampa Bay à New Jersey, 19h30.
Dallas à Toronto, 19h30.
Rangers à St. Louis, 20h30.
Boston à Calgary, 21h30.

Dimanche
Buffalo à Chicago, 15h.
Colorado à Vancouver, 17h.
Pittsburgh en Floride, 18h.
Edmonton à Los Angeles, 20h.
Islanders à Anaheim, 20h.
San Jose à Phoenix, 22h.

FOOTBALL

Ce soir
San Diego à Kansas City, 20h
Dimanche
Arizona à Philadelphie, 13h.
Caroline en Nouvelle-Orléans, 13h.
Jacksonville à Dallas, 13h.
Nouvelle-Angleterre à Jets, 13h.
San Francisco à Atlanta, 13h.
Seattle à St. Louis, 13h.
Washington au Tennessee, 13h.
Denver à Oakland, 16h.
Miami à Baltimore, 16h.
Giants à Detroit, 16h.
Pittsburgh à Cincinnati, 16h.

CONFÉRENCE DE L'EST

Section Nord-Est						
G	P	N	Moy.	Bp	Bc	
N-Angleterre	5	1	0	833	176	80
Miami	4	2	0	667	119	111
Jets	4	3	0	571	177	137
Buffalo	3	3	0	500	122	159
Indianapolis	0	6	0	000	88	155

Section Centrale						
Jacksonville	5	1	0	833	169	119
Pittsburgh	4	2	0	667	145	160
Baltimore	3	3	0	500	161	134
Tennessee	2	4	0	333	114	133
Cincinnati	1	5	0	167	88	164

Section Ouest						
Denver	6	0	0	1000	190	85
Kansas City	4	2	0	667	122	110
San Diego	3	3	0	500	102	126
Seattle	3	3	0	500	107	134
Oakland	2	4	0	333	151	148

CONFÉRENCE NATIONALE

Section Est						
Washington	4	2	0	667	111	89
Giants	4	3	0	571	131	133
Dallas	3	3	0	500	140	96
Philadelphie	2	4	0	333	111	137
Arizona	1	5	0	167	109	131

Section Centrale						
Green Bay	5	2	0	714	168	149
Minnesota	5	2	0	714	176	155
Tampa Bay	5	2	0	714	140	124
Detroit	4	3	0	571	160	129
Chicago	0	7	0	000	101	199

Section Ouest						
San Francisco	5	1	0	833	152	70
Caroline	2	4	0	333	94	127
St. Louis	2	4	0	333	104	142
N.-Orléans	2	5	0	286	118	162
Atlanta	1	5	0	167	105	153

BASEBALL

SÉRIES DE CHAMPIONNAT

Ligue nationale

Dimanche
Floride 2 Atlanta 1

Mardi
Floride 7 Atlanta 4
(Floride gagne 4-2)

Ligue américaine

Lundi
Baltimore 4 Cleveland 2
(Cleveland mène 3-2)

Hier
Cleveland (Nagy 15-11)

à Baltimore (Mussina 15-8), 16h15.

Ce soir
Cleveland (Hershiser 14-6) à Baltimore

(Erickson 16-7), 20h15, si nécessaire.

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS PUBLICS

Sur Internet:
www.offres.ledevoir.com

VENTES EN JUSTICE

Conditions et renseignements

- Les ventes judiciaires ont lieu aux adresses ci-dessous mentionnées.
 - L'enchérisseur doit en payer le montant immédiatement et en argent comptant ou chèque visé.
 - Il est préférable de téléphoner au bureau de l'officier instrumentant le matin de la vente en cas d'annulation.
- La Chambre des huissiers du Québec

Conditions: ARGENT COMPTANT et/ou CHEQUE VISE. Information: MICHEL LANDRY, huissier du district de Montréal, 514-278-2414, Fax: 278-9667. ALBERTSON & ASSOCIES, HUISSIERS, 7012, boul. St-Laurent, suite 205, Montréal, P.Q., H2S 3E2.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-22-011159-970 PROCÉDURE ALLÉGÉE COUR DU QUÉBEC (Chambre civile) PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT VILLE DE POINTE-CLAIRE

Partie demanderesse -> MOHAMMED NAMAZEE

Partie défenderesse -> AZAM FAGHIGIAN -et- LANDSTAR POOLE INC.-et- RAYFORD SMITH

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à MOHAMMED NAMAZEE -et- AZAM FAGHIGIAN -et- LANDSTAR POOLE INC. -et- RAYFORD SMITH, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 1 est, Notre-Dame, Montréal, salle 1.100 dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration, annexe Article 119 (C.p.), liste de pièces et pièces P-1 à P-3 a été remise au greffe à l'intention de MAHAMMED NAMAZEE -et- AZAM FAGHIGIAN -et- LANDSTAR POOLE INC. -et- RAYFORD SMITH.

Montréal, ce 09 octobre 1997 MICHEL MARTIN, G.A. Greffier adjoint

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-22-238429-975 PROCÉDURE ALLÉGÉE COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT DAISYLYN SERAFICA

Partie demanderesse -> ROMULO DONAIRE

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à ROMULO DONAIRE, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 10 rue Saint-Antoine Est, Montréal, salle 1.100 dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la demande en divorce

a été remise au greffe à l'intention de ROMULO DONAIRE. Lieu: Montréal Date: Ce 10 octobre 1997 MICHEL MARTIN, G.A.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-04-011127-975 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT KADE FOINKE

Partie demanderesse -> IBRAHIN FOINKE

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à IBRAHIN FOINKE, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 10 est rue Saint-Antoine, Montréal, salle 2.17, le 20 novembre 1997, à 9h15, suite à la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la requête pour garde et pension a été remise au greffe à l'intention de IBRAHIN FOINKE.

Lieu: Montréal Date: Ce 09 octobre 1997 MICHEL MARTIN, G.A.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-232527-963 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT NESRINE AZIZ

Partie demanderesse -> BILAL EL-MEKHALLALI

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à BILAL EL-MEKHALLALI, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 1 est,

rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration de divorce et avis de dénonciation des pièces a été remise au greffe à l'intention de BILAL EL-MEKHALLALI. Lieu: Montréal Date: 30 septembre 1997 MICHEL MARTIN, G.A.

Changement de nom d'un enfant mineur

PRENEZ AVIS que JEAN FRENETTE en ma qualité de père, domicilié au 8825, rue Esplanade app. 4, Montréal, Qc H2N 1V3, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de MAXIME BOUTHILLETTE en celui de MAXIME BOUTHILLETTE-FRENETTE.

Montréal, le 8 août 1997 JEAN FRENETTE, Demandeur.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-232527-963 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT NESRINE AZIZ

Partie demanderesse -> BILAL EL-MEKHALLALI

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à BILAL EL-MEKHALLALI, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 1 est,

a été remise au greffe à l'intention de MBAGNE DIOP. Lieu: Montréal Date: Ce 10 octobre 1997 MICHEL MARTIN, G.A. Greffier adjoint

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-232527-963 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT NESRINE AZIZ

Partie demanderesse -> BILAL EL-MEKHALLALI

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à BILAL EL-MEKHALLALI, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 1 est,

rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration de divorce et avis de dénonciation des pièces a été remise au greffe à l'intention de BILAL EL-MEKHALLALI. Lieu: Montréal Date: 30 septembre 1997 MICHEL MARTIN, G.A.

Changement de nom d'un enfant mineur

PRENEZ AVIS que JEAN FRENETTE en ma qualité de père, domicilié au 8825, rue Esplanade app. 4, Montréal, Qc H2N 1V3, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de MAXIME BOUTHILLETTE en celui de MAXIME BOUTHILLETTE-FRENETTE.

Montréal, le 8 août 1997 JEAN FRENETTE, Demandeur.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-232527-963 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT NESRINE AZIZ

Partie demanderesse -> BILAL EL-MEKHALLALI

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à BILAL EL-MEKHALLALI, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 1 est,

rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration de divorce et avis de dénonciation des pièces a été remise au greffe à l'intention de BILAL EL-MEKHALLALI. Lieu: Montréal Date: 30 septembre 1997 MICHEL MARTIN, G.A.

Changement de nom d'un enfant mineur

PRENEZ AVIS que JEAN FRENETTE en ma qualité de père, domicilié au 8825, rue Esplanade app. 4, Montréal, Qc H2N 1V3, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de MAXIME BOUTHILLETTE en celui de MAXIME BOUTHILLETTE-FRENETTE.

Montréal, le 8 août 1997 JEAN FRENETTE, Demandeur.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-232527-963 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT NESRINE AZIZ

ORDRE est donné à IBRAHIN FOINKE, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 10 est rue Saint-Antoine, Montréal, salle 2.17, le 20 novembre 1997, à 9h15, suite à la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la requête pour garde et pension a été remise au greffe à l'intention de IBRAHIN FOINKE.

Lieu: Montréal Date: Ce 09 octobre 1997 MICHEL MARTIN, G.A.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-232527-963 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT NESRINE AZIZ

Partie demanderesse -> BILAL EL-MEKHALLALI

Partie défenderesse ASSIGNATION

ORDRE est donné à BILAL EL-MEKHALLALI, de comparaitre au greffe de cette Cour situé au 1 est,

rue Notre-Dame, Montréal, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la déclaration de divorce et avis de dénonciation des pièces a été remise au greffe à l'intention de BILAL EL-MEKHALLALI. Lieu: Montréal Date: 30 septembre 1997 MICHEL MARTIN, G.A.

Changement de nom d'un enfant mineur

PRENEZ AVIS que JEAN FRENETTE en ma qualité de père, domicilié au 8825, rue Esplanade app. 4, Montréal, Qc H2N 1V3, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de MAXIME BOUTHILLETTE en celui de MAXIME BOUTHILLETTE-FRENETTE.

Montréal, le 8 août 1997 JEAN FRENETTE, Demandeur.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO: 500-12-232527-963 COUR SUPÉRIEURE PRÉSENT: GREFFIER ADJOINT NESRINE AZIZ

Partie demanderesse -> BILAL EL-MEKHALLALI

Partie défenderesse ASSIGNATION

• CULTURE •

CINÉMA

Un cinéaste prometteur à découvrir

Images & Nation présente À toute vitesse de Gaël Morel

MARTIN BILODEAU

Le Festival Images & Nation gaie et lesbienne, qui s'est ouvert hier, projette ce soir *À toute vitesse* (Parisien 6, 19h30), premier film du Français Gaël Morel, dont les talents d'acteur ont été révélés dans *Les Roseaux sauvages* d'André Téchiné. Un cinéaste qui semble avoir laissé des traces dans l'imaginaire de Morel, dont le cinéma, à la vue de ce premier film prometteur, révèle plusieurs affinités.

Rencontré au FFM l'an dernier, alors que son film passait, justement, à toute vitesse, Morel nuance la chose: «On se retrouve à travers quelques thèmes communs, comme la province française, la jeunesse, l'homosexualité aussi». Sauf que, d'un point de vue esthétique, Morel se dit éloigné de Téchiné et de son approche nocturne, à laquelle la luminosité des *Roseaux* faisait exception. Ainsi, Morel comprend que les souvenirs des deux films puissent se mélanger, en partie aussi à cause de la distribution de son film, largement empruntée à celle des *Roseaux sauvages*.

Avec dans le regard une lucidité à peine voilée par quelques maniérismes qui trahissent ses 23 ans, Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix. Les questions du racisme, de la drogue et des classes sociales s'entremêlent à des chassés-croisés générateurs de vives passions et de folles jalousies, sentiments extrêmes et nouveaux, qui forcent les amis à dessiner des frontières, jusqu' alors in-existantes pour eux, entre l'amour, l'amitié et la sexualité: «On ne sait pas comment ils s'aiment, le désir, l'amitié, l'affection se mélangent et se confondent», explique le jeune réalisateur au talent précoce, qui porte en lui la jeunesse tranquille et tourmentée de ses personnages, là où Mathieu Kassovitz, par exemple, l'a colérique et bagarreur. Son film, de passage à Montréal ce soir, mérite qu'on le découvre.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

Morel raconte l'histoire d'un quatuor d'amis à l'heure des choix.

JAZZ ET BLUES

La bande à Primeau à la PdA

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Tout amateur de jazz sait que Bernard Primeau est batteur. Ses baguettes et ses tambours, cela fait maintenant quarante ans qu'il les promène aux quatre coins du Québec comme à l'extérieur. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il est également un incroyable organisateur. Il l'est tellement qu'il confirme l'adage suivant: les batteurs font des bons chefs. Tenez, demain soir il a convaincu le saxophoniste américain Sonny Fortune, qui n'est pas le premier venu, à l'accompagner sur la scène de la Cinquième salle de la Place des Arts.

Il y aura donc Primeau, Fortune, ainsi qu'une très bonne formation. Elle se compose du trompettiste Bill Mahar, qui a un talent particulier pour introduire dans ses morceaux, qui sont aussi les morceaux du groupe, des beautés sonores, du saxophoniste Kelly Jefferson, qui a un talent particulier pour rappeler les grandes heures du jazz cool, du jazz californien, du contrebassiste Frédéric Alarie, qui lui a le talent d'injecter des accords très modernes, et du pianiste Eric Harding, qui lui... lie le tout ensemble.

Et Primeau? On en revient à ce qui précède: l'organisation. Car c'est lui, cet homme d'un certain âge, qui les a choisies, qui les a réunies, toutes ces jeunes talents. C'est lui qui les a fait enregistrer avec Ray Anderson. C'est lui qui les a amenées sur la scène du Gesù lors du dernier Festival de jazz. C'est encore lui qui les avait introduites auprès du tromboniste Slide Hampton. C'est enfin lui qui va les présenter à Sonny Fortune.



Bernard Primeau

ARCHIVES LE DEVOIR

Ah... Sonny Fortune! Il y a plus de vingt ans de cela, et sur les conseils de John Coltrane, Fortune abandonna Philadelphie pour New York où Elvin Jones lui fit une place dans son orchestre pour remplacer nul autre que Frank Foster. Après Jones, ce fut l'autre membre de la phalange Coltrane, soit le pianiste McCoy Tyner. Les plus vieux se souviendront avec nostalgie des shows que Tyner et Fortune signèrent au défunt Soleil Levant.

Après, ce fut le big-band de Buddy Rich et de Mongo Santamaria. Ce fut surtout Miles Davis. Avec Davis, il resta un an. Puis ce fut l'une des plus chaleureuses formations de jazz qui soit, le Nat Adderley Quintet, avec lequel il grava notamment un album convaincant sur étiquette Galaxy. Puis? Retour au sein de la Elvin Jones Machine avec lequel il vint à quelques reprises au Festival de jazz. Ensuite, ce fut les enregistrements pour *Blue Note* et notamment celui qu'il consacra à Thelonious Monk. Sonny Fortune est un saxophoniste au lyrisme toujours séduisant. Il est singulier. Et c'est cet homme très apprécié, très reconnu par ses pairs, que Bernard Primeau, le maître en organisation, a réussi à inviter.

EN BREF

Grève des artistes

(Le Devoir) — Des créateurs annoncent une «grève de création de 24 heures» et organisent une manifestation aujourd'hui, en face du théâtre Rialto, à Montréal, afin de protester contre le traitement qu'ils jugent injustes fait aux artistes en arts visuels dans le cadre de l'exposition *Le Chevalier immortel*. Ce travail commémore le 450^e anniversaire de naissance de Cervantès, auteur du *Don Quichotte*. Les protestataires dénoncent le fait que l'événement interculturel organisé par Cinéspec et subventionné par Québec, Montréal, La Banque Laurentienne, Bell et Pratt & Whitney, «n'a fourni aucun moyen financier ou matériel à Copie-Art», le partenaire en arts visuels de cette aventure. «Encore une fois, les artistes participent à un événement où ils sont laissés à eux-mêmes, sans cachet et sans soutien promotionnel», dit un communiqué émis hier, signé par Gilles Bissonnet au nom des 35 artistes participants à l'événement. La grève de création doit durer jusqu'à 17h, ce soir. Une conférence de presse sera ensuite organisée à la galerie Sierra

Morena, au 5711, avenue du Parc, au premier étage du Rialto.

Cecilia Bartoli, le programme

(Le Devoir) — La mezzo-soprano Cecilia Bartoli, de passage à Montréal mercredi prochain, chantera l'*Exsultate Jubilate*, de Mozart, les airs *Juste Ciel* (tiré du *Siège de Corinthe*) et *Ridi a Soglio* (tiré de *Zelmira*), tous deux de Rossini. L'OSM complètera la soirée par la *Symphonie classique* et l'*Ouverture sur des thèmes juifs*, de Prokofiev. Suivront l'*Ouverture de Guillaume Tell* (Rossini) et de *La Forza del Destino* (Verdi). Si rappel il y a, Cecilia Bartoli aurait préparé des œuvres de Mozart et de Berlioz. Une question demeure: à une semaine de l'événement, Cecilia Bartoli s'en tiendra-t-elle au programme prévu? On se souviendra que Luciano Pavarotti avait, lui, considérablement changé le sien quelque temps avant son concert au Centre Molson en mars dernier. Il y a cinq ans que Cecilia Bartoli n'est pas venue à l'OSM.

MÉDIAS



Pomme d'Api s'adresse aux enfants dès l'âge de trois ans.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les magazines jeunesse s'unissent

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Le marché des magazines pour enfants au Québec est relativement peu développé, constatent plusieurs observateurs. C'est pourquoi les six magazines jeunesse les plus connus, publiés par des éditeurs différents, se sont associés pour créer un Semaine des magazines jeunesse, qui se tiendra du 20 au 24 octobre.

Les six magazines lancent un concours qui invitera les enfants du Québec à «fabriquer» leur propre magazine, sorte de concours d'édition et de journalisme qui permettra aux gagnants de séjourner au Festival de montgolfières de Gatineau en 1998.

Mais pour les organisateurs, l'important est d'abord de sensibiliser les jeunes aux différents magazines, par l'entremise de plusieurs activités dans les écoles primaires et secondaires du Québec ainsi que dans les bibliothèques publiques.

Ces six magazines, *Pomme d'api* et *J'aime lire* publiés par le Groupe Bayard, *Hibou* et *Coulicou* publiés par les éditions Héritage, *Les Débrouillards* publié par Les Publications BLD, qui appartiennent en partie à l'Agence Science Presse, et *Le Magazine jeunesse*, publié par le Groupe Jeunesse en collaboration avec le ministère de l'Éducation du Québec, représentent un tirage global de

moins de 100 000 exemplaires. Selon Félix Maltais des *Débrouillards*, «le marché au Québec est loin d'équivaloir ce qu'on peut trouver en France, où l'on compte près d'une centaine de magazines pour jeunes. La tradition de lecture et de consommation est complètement différente».

Cette semaine de sensibilisation vise plusieurs objectifs: on veut mieux faire connaître la valeur pédagogique de ces magazines et mieux sensibiliser les jeunes à l'importance de la lecture et de l'écriture.

Les éditeurs ont également envoyé aux professeurs du primaire une brochure leur expliquant comment intégrer le contenu de ces magazines à leur plan de cours.

Chaque magazine a développé son créneau particulier: *Les Débrouillards* est bien connu à cause de l'émission de télé du même nom, et il veut faire découvrir aux jeunes leur environnement tout en divertissant. *Pomme d'api* se veut vraiment le tout premier magazine, dès l'âge de trois ans. *Coulicou* et *Hibou*, accordent une grande importance à la nature et à l'environnement, tout en proposant différents jeux, bandes dessinées, reportages et contes. *Coulicou* ayant un lectorat plus jeune. *J'aime lire* est centré sur la lecture, alors que *Le Magazine jeunesse* est le seul qui s'adresse aux adolescents et qui est essentiellement écrit par des jeunes eux-mêmes de la fin du secondaire.

• À LA TÉLÉVISION •

NOS CHOIX

CE SOIR

Paul Cauchon

WITNESS

Cette série d'information présente ce soir un reportage plutôt intéressant sur la façon dont le pape est élu, et sur un sujet très tabou à Rome: les trois candidats actuellement en lice pour remplacer Jean-Paul II.

CBC, 20h

L'ÉCUYER

Les invités: Andréé Lachapelle, Claude Meunier et Corey Hart pour le plaisir de ces dames.

Radio-Canada, 21h

POINT DE VUE AVEC PIERRE BOURGALT

Poursuite de cette série amorcée il y a trois semaines sur les tensions dans les relations hommes-femmes. Ce soir, un documentaire sur l'impact du féminisme aux États-Unis.

Télé-Québec, 21h

LE POING J

Parmi les invités, une chanteuse de «yoodle» (ça c'est au cas où vous ne vous endormiriez pas), et Jean-Guy Moreau et ses filles.

TVA, 22h30

LE CERCLE DU CINÉMA

Bernard Rapp présente l'actualité du cinéma international toutes les semaines.

TV5, 23h

CINÉMA

AU PETIT ÉCRAN

DU PAREIL AU MÊME

(4) Fr. 1993. Science-fiction de J. Sholder avec C. Thomas Howell, Lisa Zane et Miko Hughes. Un informaticien découvre que l'étranger qui s'est immiscé dans sa vie n'est nul autre qu'un double de lui-même.

TQS 20h

LE GRAND CHANTAGE

(3) Sweet Smell of Success) É.-U. 1956. Drame de A. Mackendrick avec Burt Lancaster, Tony Curtis et Susan Harrison. Un journaliste se plaît à salir la réputation des gens.

Canal D 23h



LE GRAND CARNAVAL

(4) Fr. 1983. Comédie dramatique de A. Arcady avec Roger Hanin, Philippe Noiret et Fiona Gélin. En novembre 1942, le maire d'un village algérien et son ami cafetier décident de tirer parti de l'arrivée des troupes américaines.

SRC 23h20

A BRIDGE TOO FAR

(4) G.-B. 1977. Drame de guerre de R. Attenborough avec Sean Connery, Anthony Hopkins et Michael Caine. En novembre 1944, les forces alliées tentent de s'emparer de cinq ponts sur le Rhin.

CTV 0h55

CH	16h30	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30
2	Sur la piste / 0340 (16:55)	Watatatow	La Tête de l'emploi	Ce soir Impact (18:30)	Virginie	La Vie d'artiste Expresso	Sous le signe du lion	L'Écuyer / Andréé Lachapelle, Claude Meunier, Corey Hart	Le Téléjournal	Le Point (22:27)	Nouvelles du sport	Cinéma / LE GRAND CARNAVAL (4) avec Roger Hanin, Philippe Noiret (23:20)			
4	Claire Lamarche / Divorcer à l'amiable avec la médiation (16:00)	Les Mordus / Jacques Chevalier, Sylvain Cossette	Le TVA	Piment fort / Ghislain Taschereau, André Ducharme, Yves Pelletier	Chambres en ville	Diana, sa vraie histoire (4/4)	Paparazzi	Le TVA	Le Poing J / Pierre Marcotte, Jean-Guy Moreau et ses filles, Manon Bédard	Le TVA Sports / Loteries (23:52) / Pub (23:58)	Le TVA	Le TVA Sports / Loteries (23:52) / Pub (23:58)			
15	Mais où se cache Carmen Sandiego? (30)	Passé-Partout	Allô prof	La Maison de Oulmzie	Québec plein écran	Christiane Charette en direct	En pleine nature	Point de vue avec Pierre Bourgault	National Geographic	Québec plein écran	Lectures de fin de soirée / Pause... (23:47)				
2	Les Simpson	Le Grand Journal	Presse-citron	Flash / Elisabeth B. Brathwaite	La fin du monde est à 7 heures	Métier Policier	Cinéma / DU PAREIL AU MÊME (4) avec C. Thomas Howell, Lisa Zane	Aux frontières du réel	Le Grand Journal	Sports Plus					
RDJ	Célébration (13:30)	Aujourd'hui	Euronews	Capital Actions	Le Monde ce soir	Grands Reportages	Le Journal RDI	Célébration à la mémoire des victimes	Ed. de l'Ouest						
TV5	Des Chiffres...	Journal suisse	Pyramide	Paris Lumières	C'est l'heure	Journal FR2	Prix du Qc 96	Parole en jeu	Cinéma / VOL D'ENFANT (5) avec Claire Nebout	Journal belge	Le Cercle du cinéma				
D	Alerte... (16:00)	L'Homme de fer	Animalier / Portrait de la planète	Québec plein écran	Lignes de vie	Cinéma / SHATTERED DREAMS (4) avec L. Wagner, M. Nouri	Table ronde	Spécial Canal Vie	Allô docteur						
V	La Vie... (16:00)	Évasion	Combat... chefs	Croque la vie	Série Rétro	Portrait de star	Les Immortels	MusiMax Collection							
MP	M. v. (12:00)	La Courbe	Les Bombes	Le Mix	VidéoPlus	Musique vidéo	Perfecto	Musique vidéo / Se poursuit jusqu'à 1h00.							
MX	MusiMax Collection (14:00)	Country Max	Sœur volante	Radio Enfer											
CF	Schtroumpfs	Panthère rose	Le Studio												
TF	Les Graffitos	Scooby Doo	Yogi l'ours	Le Zinzin...	Crocs malins	Fifi Brindacier	Sacrés Dragons	Capitaine Star	Les Graffitos	Les Simpson	Y'en a mare	Arsène Lupin	Highlander	Les Simpson	Barbe rouge
RDS	Ouch!!!	Motocross	Et que ça bouge	RDS Motorisé	Sports 30 Mag	Loi du plus fort	Baseball / Indiens - Orioles	OU Football / Chargers - Chiefs	Sports 30 Mag						
6	Family Matters	The Simpsons	Fresh Prince of Bel-Air	Newsday	Man Alive	The Health Show	Witness	North of 60	The National / CBC News	The National Update	News				
4															
8	Oprah (16:00)	Home Videos	Home Improv.	Newsline	Wheel of...	Jeopardy	Nothing Sacred	Cracker	ER	CTV News	Nightline				
12		Mad About You	Seinfeld	Pulse	E.T.	Veronica's...									
GBL	The Young and the Restless	Global News	Frasier	First Nat. News	Simpsons	Sabrina	Friends	Gregory Hines	Seinfeld	South Park	Traders	Sportsline	Global News		
24	Bananas / ...	Pingu / Arthur	S. Bus / Planet	Kratt's...	Bill Nye	Fragile Nature / Great Events	Studio 2	Jamaica Inn	The Parent Connection	Studio 2					
8	Rosie... (16:00)	News	ABC News	Wheel of...	Jeopardy	Nothing Sacred	Cracker	20 / 20 Thursday	News	Nightline (23:35)					
13	Montel... (16:00)	101 Dalmatians	M*A*S*H	The Simpsons	News	CBS News	Wheel of...	Jeopardy	News/M*A*S*H						
22															
3	Rosie... (16:00)	Mad About You	Seinfeld	News	CBS News	Wheel of...	Jeopardy	Promised Land	Diagnosis Murder	48 Hours	News	Late Show (23:35)			
8	Oprah (16:00)	News	Coach	News	CBS News	Wheel of...	Jeopardy								
5	Home... (16:00)	Oprah	Extra!		NBC News	Jeopardy	Wheel of...	Friends	Union Square	Seinfeld	Veronica				

LE DEVOIR

CULTURE

ARTS VISUELS

Le cas Optica

Le plus vieux centre d'artistes du Québec célèbre son vingt-cinquième anniversaire de fondation. Au programme, un déménagement et, bien sûr, des œuvres à la pelle.

Stéphane Baillargeon
Le Devoir



l'art hors les murs», explique la commissaire Marie Fraser, qui a dirigé ce travail avec Marie Perreault et Diane Gougeon. «C'est de l'art engagé si l'on veut, une lecture critique des pratiques urbaines et du désintérêt généralisé des citoyens pour leur ville.»

Rejoindre le public

Optica, qui est lui-même né d'une volonté de créer un nouveau lieu de diffusion hors du circuit traditionnel des galeries et des musées, cherche ainsi en quelque sorte à pousser un cran plus loin la logique en sortant les œuvres de son propre espace vital, pour rejoindre directement le public. On peut même parler d'une tendance quand on songe à *Panique au Faubourg*, l'événement proposé récemment par Quartiers Éphémères, ou aux interventions urbaines de Dare-Dare depuis deux ans.

Une dizaine d'artistes participent à l'activité «optique» qui se déroule aux quatre coins de la ville, dont on peut toujours découvrir les vestiges d'intervention.

Pendant trente-trois jours, Lorraine Oades a cousu des extraits de *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy dans des vitrines du quartier Saint-Henri, celui-là même où se déroule l'action du roman. On peut voir le résultat de son travail au 4005, rue Notre-Dame Ouest. Jusqu'au 24 octobre, Devora Neumark se déplace à travers la ville pour tricoter et parler aux gens. On peut connaître son horaire en consultant les annonces classées de l'édition du samedi du *Devoir* — elle sera bientôt au 6846, rue Saint-Denis, dans un appartement privé, après être passée par la gare d'autobus, l'Université Concordia et le mont Royal. Au 1455, rue de Bleury, Dominique Blain expose une grande photographie qui invite à découvrir, à l'intérieur de l'édifice, une installation monumentale et sonore. Anne Ramsden vient de mettre en place six omnicoïlons aux intersections des rues du Parc et Van Horne, Duluth et Laval, Laurier et Esplanade, Laurier et du Parc, Sherbrooke et Papineau, Saint-Laurent et Fairmount.

Trevor Gould a plutôt choisi d'investir les espaces publicitaires des autobus, notamment aux intersections des rues Saint-Urbain et René-Lévesque, Mont-Royal et Iberville et de Lorimier et Laurier. Diane Gougeon, elle, va commencer à la fin du mois à faire promener ses œuvres, composées de «demi-mots» sur le toit d'une quinzaine de taxis. À compter de novembre, Neil Wiernik va diffuser des extraits sonores captés dans les quartiers de la métropole sur les ondes de deux radios communautaires (CIBL et CKUT).

Il y a d'autres interventions dans le ton, proposées par Robert Saucier (parc de la Bolduc) ou Robin Collyer (3884, boulevard Saint-Laurent). On se renseigne sur tout ça et sur les autres activités entourant le vingt-cinquième anniversaire au (514) 786-5560.

Vernissages, etc.

■ **Mardi: La Ville en jeux**, une nouvelle exposition de jouets d'architecture du Centre canadien d'architecture. Renseignements: (514) 939-7026.
■ **Mercredi: Les Paradis du monde**. *L'art populaire du Québec*, au Musée McCord, à Montréal. Renseignements: (514) 398-7100.

N e cherchez plus Optica boulevard Saint-Laurent, à Montréal. Depuis le début du mois, le plus vieux centre d'artistes de la métropole et un des plus anciens du Canada est déménagé au 372, rue Sainte-Catherine Ouest, dans l'espace 508 de l'édifice Belgo, là où sont installés bien des galeries et d'autres lieux de diffusion de l'art contemporain. Cette relocalisation coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire du Centre.

Optica a été fondé en 1972, notamment par William A. Ewing, qui dirige maintenant le Musée de l'Élysée à Lausanne, en Suisse, et le photographe Gabor Szilasi, dont une rétrospective de l'œuvre est toujours présentée au Musée des beaux-arts de Montréal. Leur modèle venait du reste du Canada, de Toronto surtout, mais aussi de l'iconoclaste Véhicule Art, maintenant disparu, et peut-être même des anciennes pratiques des artistes automatistes, qui exposaient leurs œuvres chez Mme Gauvreau (la mère de Pierre et de Claude) ou chez Borduas lui-même.

Quoi qu'il en soit, sous ce double patronage de Ewing et Szilasi, le centre montréalais s'était évidemment donné comme objectif de servir de lieu de diffusion à la photo, très négligée à l'époque (et encore maintenant...) par les grandes institutions. Optica s'est d'abord installé en annexe du théâtre Centaur, dans le Vieux-Montréal.

La programmation est cependant vite devenue multidisciplinaire — et l'est demeurée après le déménagement boulevard Saint-Laurent. Au cours des trois dernières décennies, on a pu y voir aussi bien des travaux d'Andy Warhol que du collectif General Idea, aussi bien des œuvres de Gilbert Boyer que celles de Serge Murphy, de Françoise Sullivan, de Charles Gagnon ou de Thomas Corriveau. La vidéo et la performance y ont côtoyé les installations, la sculpture et tout ce qu'on peut imaginer.

Le Centre est également demeuré fidèle à ses principes fondateurs: le lieu de diffusion et de production est toujours géré par un collectif d'artistes, sans but lucratif. Il a développé tout un système de soutien technique et même financier aux exposants. Il est maintenant subventionné par les conseils des arts (du Canada, du Québec et de la Communauté urbaine de Montréal). Son budget annuel dépasse rarement les 150 000 \$. Le Centre est maintenant dirigé par Marie-Josée Laforêt.

L'idée a aussi fait des petits au fil des ans, avec la création des Oboro, Dazibao, Article, B-312, Centrale, Verticale, Vox et autres Circa. Il en existe maintenant plus d'une vingtaine au Québec, rassemblés sous le Regroupement des centres d'artistes autogérés au Québec — en passant, le directeur du RCAAQ, Bastien Gilbert, vient de quitter son poste.

Le vingt-cinquième anniversaire du grand frère survivant de ce mouvement est célébré en grande depuis quelques semaines et pour encore quelques autres avec une exposition intitulée *Sur l'expérience de la ville*. «Nous voulions nous questionner sur

Les défis du prochain millénaire

Le Conseil des arts du Canada s'interroge tout en comptant ses maigres sous

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Toujours dans l'attente à la fois d'un nouveau directeur général et des deniers promis par le fédéral, le CAC s'interroge dans son tout dernier rapport annuel, rendu public hier, sur l'avenir des arts et les défis qui attendent le secteur culturel dans un monde marqué de plus en plus par l'incursion de la technologie.

Au cours de la dernière année, le CAC a attribué près de 4300 subventions et effectué quelque 10 700 paiements dans le cadre de la commission du droit de prêt public, pour un total de 84 700 000 \$. En raison d'une nouvelle stratégie de placements, mise de l'avant au cours de l'année, des gains nets d'une trentaine de millions de dollars ont été réalisés, lesquels ont été immédiatement réinvestis.

En plein cœur de ce rapport annuel, fortement marqué par le quarantième anniversaire de l'institution, un essai sur les prochains défis du milieu des arts met en lumière l'incursion de plus en plus marquée du secteur technologique et «l'explosion des communications mondiales». «Les artistes et les amis des arts ont la conviction que la qualité aura toujours sa place, mais dans le monde de demain, complètement transformé par la technologie, cette qualité pourrait vite être supplantée par une sorte d'insipidité universelle», y affirme-t-on.

Au nombre des questions nouvelles avec lesquelles le Conseil devra composer au cours du «prochain millénaire»: «les arts devraient-ils représenter les intérêts du Canada à l'étranger, comme ils le font dans d'autres pays?»

En poste jusqu'en mai dernier, l'ex-directeur du CAC, Roch Carrier, y souligne l'importance éternelle de parler des arts pour convaincre le public de leur caractère essentiel et de la nécessité d'y participer financièrement. «Nous n'osons pas nous reposer sur nos lauriers», écrit-il. Il ne faut jamais cesser de dire que les arts sont un élément vital de notre vie sociale, dont la créativité, la couleur et la passion sont essentielles à la qualité de notre vie. L'aide publique est ce qui rend tout cela possible.

En dernier, dans un souci de sensibiliser et de convaincre le secteur privé de l'importance des arts tout en publicisant la raison d'être du CAC, le rapport annuel avait été distribué auprès d'une quarantaine de conseils d'administration des organismes artistiques les plus importants au Canada. Cette année, on a répété l'offensive (laquelle rejoignait un millier de personnes), la doublant cette fois et ajoutant donc un millier de destinataires aux mille précédents.

«Le Conseil des arts du Canada est-il prêt à relever les défis du prochain millénaire?» demande Donna Scott, présidente du CAC, dans son rapport. Notre héritage sera-t-il digne de ceux qui ont amorcé la grande aventure culturelle de notre pays il y a 40 ans? A cette question, Roch Carrier répond que «le Conseil est en meilleure position pour servir les artistes et soutenir la façon dont ils travailleront demain».

Cette année a été riche en événements pour le CAC: après trois années passées à la barre de l'organisme, Roch Carrier quittait la direction du CAC en mai dernier. Sans directeur depuis près de cinq mois maintenant, le Conseil attend la nomination d'une nouvelle tête dirigeante «sous peu», même si l'on en vient à se demander si cette expression, employée déjà fréquemment, a encore une quelconque valeur temporelle.

Avec un crédit parlementaire de l'ordre de 91 millions de dollars — une diminution de près de 7 % par rapport à l'année précédente — et des réductions d'effectifs considérables (de 176 à 139 postes), le CAC attend toujours les millions de dollars qui ont fait miroiter les libéraux de Jean Chrétien lors de la dernière campagne électorale (dans son Livre rouge, le parti exprimait son intention de consacrer des crédits de 25 millions de dollars par an au CAC). Lors de la présentation du dernier discours du Trône, il y a quelques semaines, le gouverneur général Roméo LeBlanc réitérait l'intention du gouvernement d'augmenter son soutien au CAC. L'organisme n'a toutefois pas encore vu la couleur de cet argent.

CONCERTS CLASSIQUES

Passé rêvé pour présent imaginé

ANCIENNE MODERNITÉ

Pièces de Jean Derome, Carol Bergeron, Mélissa Hui, Charles Papisoff, Tom Waits, John Cage, J. S. Bach, Clermont Bouliane, André Ristic et Frank Zappa. Tuyo: Carol Bergeron, Clermont Bouliane, Fabienne Bélaïr, Carole Beaulieu, Pierre Lachapelle, Mélanie Bélaïr (violin). Mise en scène: Carl Béchar; gestuelle: Louise Lussier; conception des instruments: Carol Bergeron. Salle Pierre-Mercure, le 14 octobre 1997. Reprise, le 18 et en matinée (15h30) le 19 octobre

FRANÇOIS TOUSIGNANT

B ien longtemps qu'on avait vu et entendu Tuyo en nos murs. L'expérience reste stimulante: elle apporte un souffle d'air frais, intelligent et poétique. Campons d'abord le décor du spectacle: environnement visuel un peu à la *Blade Runner* ou film de science-fiction, éclairage cru, costumes noirs (cuir noir) avec artifices qu'on ne dédaignerait pas porter boulevard Saint-Laurent près des Foutoufous. Les instruments bizarres de Carol Bergeron font le reste; deux gigantesques flûtes de Pan disposées en ailes au fond, trois «tambours» verticaux qui s'allument selon les besoins, un rideau au fond qui sert d'écran à des projections de films d'il y a longtemps longtemps. Indéniablement, le titre du spectacle, *Ancienne modernité*, tombe juste tant il s'inspire de ce que les futuristes italiens, Luigi Russolo en tête, ont créé avec le tournant du siècle (les pavillons de gramophone sont omniprésents comme résonateurs).

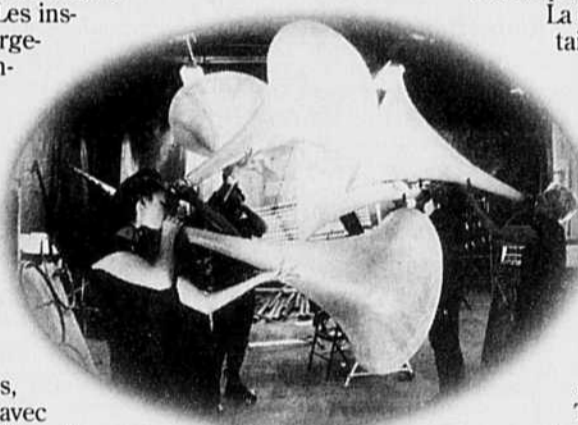
La lutherie est toujours aussi «songée»: roues de bicyclette dotées d'une pale et d'un résonateur et dont on arrange les rayons pour produire différents rythmes, constructions de recyclage qui se réclament de la percus-

sion ou des instruments à vent, sirènes magiques et cornes de brume évocatrices, bouts de bois qui deviennent mailloches et qui heurtent les renforts métallisés des bottes de cuir (le corps et ses artifices se transforment en instrument); tout y passe, même des souffleries manuelles.

Les images sont parfois banales, souvent magiques, avec des instants d'une bouleversante poésie. Un «double cor allongé» se promène dans le noir, comme deux bateaux qui s'appellent; un ange monte au ciel en jouant du Bach; des sifflets berceurs sur des instruments d'enfants alors qu'en position fœtale le musicien miment l'état utérin; une violence aux tambours martelés à coups de baguettes et de pieds dans une transe issue du Kodo nippon; un défilé d'amalgame de bouts de tuyaux en PVC qui sert de prétexte à un théâtre d'ombre. J'en oublie et en passe: on ne peut que s'émerveiller devant ces trouvailles de l'imagination, ces raccourcis, fulgurants parfois, entre l'appel à l'art et à la nouveauté sur un fond d'influences qui s'étend grosso modo des traditions balinaises au rock le plus ouvert de Zappa.

La musique n'est pas en reste. Certaines pièces laissent plus froid. Chacun trouvera chaussure à son pied, trouvant des longueurs ici ou là, et jamais au même endroit. Musique il y a, certainement, et on s'attarde à certains passages obsessifs de Mélissa Hui, à l'énergie athlétique de Jean Derome, à la transcendance des plages réflexives que la beauté de ce son neuf vient déposer en nos oreilles.

Tuyo voulait rendre hommage à ces temps fous où l'on croyait que la modernité pouvait changer le monde. Il vient de prouver qu'elle possède encore ce pouvoir fantastique: le rêve et l'imagination sont toujours modernes et restent les seules portes de salut dans un univers que la grisaille du cul de sac uniformise dans un terne désespérant.



Images du monde arabe

Culture multiforme

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Les Arabes forment un univers très diversifié. La quatrième édition d'*Images du monde arabe* qui se déroule à compter du 17 octobre à Montréal est susceptible, si besoin est, d'en fournir une interprétation nuancée.

Sur l'Irak, on peut supposer que ce sont les séquences de CNN qui ont marqué nos rétines, avec les bons soins du général Schwarzkopf! Les six films ayant trait à l'Irak ne changent rien à l'image de l'autocrate Saddam Hussein; ils nous en disent un peu plus sur ceux et celles qui sont les victimes méconnues de cette guerre du Golfe, car il y a eu massacre du «peuple des marais» par les troupes de Saddam et *La Chute d'un Eden*, qui en rend compte, ouvre le volet cinéma du festival à la Maison de la culture de Côte-des-Neiges, le samedi 18, peu avant le film retrouvé *The Broken Wings*, basé sur une œuvre de Kahlil Gibran, auteur du *Prophète*. Est aussi évoquée la vie de sept artistes irakiens exilés en Italie (*Amid the Alien Corns*) et celle d'une artiste exilée à Londres, Nahida Ram-mah, dans *Wasteland*.

Plusieurs des 27 films à l'affiche — soit à la Maison de la culture de Côte-des-Neiges, soit au cinéma de l'ONF, rue Saint-Denis — constituent une première pour le Canada ou pour le Québec. Ces journées culturelles cinématographiques se conclurent le vendredi 31 par *Quatre Femmes d'Egypte*, la plus récente production de Tahani Rached qui réalise un rêve: présenter la recette de tolérance de femmes qui auraient tout pour s'entre-déchirer, mais qui arrivent à tenir un débat civilisé malgré leurs brisures religieuses ou idéologiques.

Mohamed Fadel (Égypte) nous replonge quant à lui dans l'année de la nationalisation du canal de Suez avec *Nasser 56* (142 min, à l'ONF, 24 octobre). L'initiative est due au Centre d'études arabes sur le développement (CEAD) en collaboration avec Alternatives. On se renseigne au (514) 982-6606.

Quelques-uns des documentaires ou docudrames à l'affiche touchent la vie quotidienne des résistants palestiniens, certains événements qui touchent Beyrouth qui renaît de ses cendres et recouvre la mémoire: *Once Upon a Time Beirut*.

Un film tout récent du cinéaste Omar Amiralay (Syrie-France) évoque le souvenir d'un scientifique séquestré et assassiné par le Jihad islamique: *Par un jour de violence ordinaire, mon ami Michel Seurat*. Seurat fut enlevé en 1985, le même jour que le journaliste Jean-Paul Kauffman — relâché, lui, après plus de trois ans de captivité!

L'un des peintres présents hier au lancement officiel d'*Images du monde arabe*, Ralph Hage, récuse l'exotisme ou une certaine critique entend confiner les artistes arabes contemporains. Il souhaite que les trois lieux d'exposition retenus (Centre Strathearn, Maison de la culture Côte-des-Neiges ou il y a vernissage demain soir, et ONF) soient amplement fréquentés pour que soient connus les courants vraiment actuels d'un art qui a lui aussi recours à l'abstraction et aux installations pour s'exprimer.

Le volet musical d'*Images du monde arabe* repose sur deux récitals: celui du groupe Doula (21 octobre, Maison de la culture Côte-des-Neiges) avec répertoire de chants traditionnels arabo-andalous, et celui du groupe Samaï (6 novembre, Centre Strathearn), et de sa musique arabo-berbère.

Branchés sur la modernité et l'état d'urgence, les écrivains et les écrivains du Canada français habitent le cœur de l'Amérique, sa musique, ses rythmes et ses énergies. Ce sont des rebelles, des résistants, des insoumis. Énergiques, obstinés, déchirés ou révoltés, leurs voix sont neuves.

Lisez-les. Écoutez-les. Ressentez-les.

<http://www.francoculture.ca/unpays>

Résolument branchée française vient nous rappeler de leur «pays» ne saurait se réduire aux limites géographiques d'un territoire. Ces voix sont neuves; certaines nous proviennent avec un rire dyonysiaque, d'autres encore s'affirment avec la tranquille assurance d'une réalité qui n'est ni folklorique ni très élogieuse.

Une activité artistique multimédia. S'il est vrai que nul n'est prophète en son pays, peut-être apprenons-nous à découvrir la voix multiple de cette «autre solitude» qui parle notre langue.



L'identité et la forme ou elle s'exprime, la littérature canadienne-française pratique d'écriture avant tout espace physique, et que les limites de leur «pays» ne saurait se réduire aux limites géographiques d'un territoire. Ces voix sont neuves; certaines nous proviennent avec un rire dyonysiaque, d'autres encore s'affirment avec la tranquille assurance d'une réalité qui n'est ni folklorique ni très élogieuse. Une activité artistique multimédia. S'il est vrai que nul n'est prophète en son pays, peut-être apprenons-nous à découvrir la voix multiple de cette «autre solitude» qui parle notre langue.

 Roman Gracia Couturier Éditions d'Acadie	 Roman J.R. Léveillé Éditions du Blé	 Roman Annette Saint-Pierre Éditions des Plaines	 Roman Lola Lemire Tostevin (traduction de Robert Dickson) Éditions de Parole	 Roman Roger Levac Éditions Prise de Parole	 Roman Pierre Raphaël Pelletier Éditions du Vermillon	 Essai Marcel Gingras Canada français Éditions L'Interligne	 Conte Jean-François Somain Éditions du Vermillon
--	---	---	---	--	--	--	--

Regroupement des éditeurs canadiens-français

Résolument branchée sur la modernité, en ce sens où elle interroge l'identité et la forme ou elle s'exprime, la littérature canadienne-française vient nous rappeler que les écrivains habitent d'abord une pratique d'écriture avant tout espace physique, et que les limites de leur «pays» ne saurait se réduire aux limites géographiques d'un territoire. Ces voix sont neuves; certaines nous proviennent avec le rire dyonysiaque, d'autres encore s'affirment avec la tranquille